

JOURNAL-ÉCOLE DE L'INSTITUT DE JOURNALISME BORDEAUX AQUITAIN

673
gratuit

IMPRIMATUR



AFGHANISTAN DU VAGUE À L'ARME

**LES ANTI-WADE À BORDEAUX
SEXE : LAISSEZ VOUS DOMINER
HOLLANDE VU PAR ROLAND DUMAS**

COURAGE

NOM MASCULIN SINGULIER.

« **Courage 1.** Volonté de réaliser un objectif, ardeur mise dans ce but. »

Courage, c'est le maître mot choisi par l'UMP dans cette campagne présidentielle. Est-ce oser « dire la vérité, malgré l'impopularité », comme le rappelle Nicolas Sarkozy ? Ou ne pas abandonner, en dépit d'une campagne qui part à vau-l'eau avant même d'avoir commencé ? Ne pas lâcher, même sans programme, sans bilan, sans candidat. Courage ! Tenez bon, on les aura !

« **Courage 2.** Fermeté face au danger. »

Comme, par exemple, oser dire stop, non, on en a marre. Quitte à s'attirer les foudres du gouvernement en prononçant le mot interdit - et tellement attendu - comme l'a fait le député PS de la Martinique Serge Letchimy. Le 7 février dans l'hémicycle, il comparait les propos de Claude Guéant aux idéologies nazies. Ou encore, quitte à rentrer définitivement sur la liste noire des chroniqueurs à la langue trop bien pendue.

« Ta gueule Luc Ferry, ta gueule Nadine Morano, ta gueule Nora Berra ! », a lâché François Morel, d'un ton grave, sur les ondes de France Inter. Deux actes de mini-rébellion acclamés ou condam-



Elsa Landard

Rédactrice en chef.

nés. Mais on ne leur en tient pas trop rigueur. Le premier a « sans doute » été « blessé et humilié » par la théorie du ministre sur la hiérarchie des civilisations (il est noir vous comprenez...). Le deuxième est payé pour être insolent. Ouf ! On a cru qu'il y en avait qui osaient encore. Et si c'était ça, le courage ? Et si c'était lui le « courage » dont on a besoin en cette année d'élections ? Au delà d'un simple coup de communication.

« **Courage 3.** Interjection pour animer, pour exciter. Exemple : « Courage, les amis ! » Courage, en effet, c'est bientôt fini. G

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

- 3 L'Union fait-elle toujours la force ?
- 4 Afghanistan : « Tout le monde avait peur »
- 6 Ils veulent que Wade dégage !

SOCIÉTÉ

- 7 Black et Bordelais
- 8 La bourse ou la vie (d'étudiants)
- 9 RASED

POLITIQUE

- 10 Chocs en stock : législatives en Gironde
- 12 Roland Dumas : « Hollande ne se laissera pas abattre »
- 13 Ceux qui bougent prendront le train

ENVIRONNEMENT

- 14 Nucléaire : l'explosion des coûts

PORTRAIT

- 16 Les dents des autres

CULTURE

- 17 Les labels indés écoutés ?
- 18 Les Boulat, témoins de l'Histoire
- 19 How I M.E.T your tenor ?
- 20 Envolées sous chapiteau

SPORT

- 21 L'Amérique à conquérir

SEXE

- 22 Le BDSM se dévoile au Zig-Zag
- 23 Un fouet nommé désir

DECOUVERTE

- 24 François and the atlas mountains, au sommet ?

L'UNION FAIT-ELLE TOUJOURS LA FORCE ?

Le 22 janvier, la Croatie se prononçait à 66 % en faveur de l'adhésion à l'Union européenne. Un score relativement faible, malgré l'intense campagne pour le "oui" menée par les dirigeants politiques de tous bords. Alors que peuvent espérer les Croates d'une organisation qui paraît de moins en moins attractive ? Tour d'horizon des différentes opinions.

• Par Clément Chaillou & Anthony Jolly •

Une question de vie ou de mort... Le vote du millénaire... La décision la plus importante à prendre depuis la fin de la guerre. À renfort de discours grandiloquents et de gros sous - 600 000 € ont été dépensés - les responsables politiques croates n'ont pas lésiné sur les moyens pour convaincre leurs compatriotes de voter en faveur de l'adhésion à l'Union européenne. Impuissants face à la récession économique et le taux de chômage élevé (17 %) qui touchent leur pays, les dirigeants croates semblent avoir fait de l'entrée dans l'UE la panacée. Ivo Josipovic, le président de la République, l'assure : « L'Europe apportera un environnement financier et macroéconomique stable et un système juridique efficace, ce qui va relancer le développement de l'économie. »

Des arguments qui ont porté leurs fruits. Le 22 janvier, à la question « Approuvez-vous l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne ? », les électeurs ont répondu "oui" à 66 %. Un score confortable, certes, mais dérisoire comparé à la moyenne de 80 % relevée lors des précédents élargissements.

NOUVEAU RECORD D'ABSTENTION

Et surtout, c'est le taux de participation de 43 % - nouveau record européen - qui témoigne d'un certain désintérêt des électeurs croates. « Les négociations entamées en 2005 ont été longues et chaotiques et une partie de la population a délaissé ce référendum, explique Luigi, doctorant en Science politique à Bordeaux IV et fin connaisseur de la Croatie. L'abstention vient surtout des gens qui auraient voté "non", et qui n'ont pas pris la peine de se déplacer. »

L'enthousiasme pro-européen, pointé à 80 % dans les sondages en 2003, s'est donc estompé au fil des négociations. La cause principale ? Les critères drastiques fixés par Bruxelles, notamment en matière de corruption, un fléau qui gangrène le pays depuis des années. « Là-bas, la corruption se vérifie à tous les étages, regrette Renato, Bordelais dont les parents vivent à Rijeka, au bord de la mer Adriatique. Les riches le prennent une terre sans rien te dire, ils falsifient les documents. Les avocats sont soumis à une pression phénoménale venue d'en haut. »

Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a lui aussi freiné les ardeurs du peuple croate sur la question européenne. Car même s'il ne dépend que de l'ONU, c'est bien l'Europe qui est accusée d'avoir mis en prison les « héros » d'autrefois, à l'image d'Ante Gotovina, condamné l'an dernier à 24 années de prison. Et c'est là que le bât blesse. En Croatie, aujourd'hui encore, beaucoup de problèmes sont vus à travers le prisme de la guerre civile. Une vision que ne peut évidemment pas partager l'UE, spectatrice du conflit en Yougoslavie. D'où un grand nombre d'incompréhensions entre les deux parties.

S'il avait pu voter, Renato aurait donc glissé le bulletin "non" dans l'urne, comme l'ont fait tous ses amis restés au pays. « Si la Croatie adhère à l'UE, tout va augmenter, alors qu'aujourd'hui, les prix sont assez bas. » Et pourtant, c'est principalement l'euro qui a poussé les Croates à approuver l'entrée dans l'UE. Décrite en cette période de marasme, la monnaie européenne continue malgré tout de présenter de vrais avantages. « L'euro est vu comme une protection contre l'économie mondialisée, analyse Luigi. En tant que membre, on bénéficie d'importantes dotations

européennes. » Des dotations alléchantes, qui auront peut-être fait pencher la balance à elles seules. En effet, même chez les pro-Union, difficile de trouver d'autres solides arguments.

UNE PERTE DE SOUVERAINETÉ ?

Quant à une éventuelle appartenance à la culture européenne, l'idée suscite le débat sur les côtes de l'Adriatique. Si historiquement, la Croatie a toujours été rattachée à un bloc occidental, sur le plan religieux comme sur le plan politique, un certain nationalisme semble se propager dans la jeunesse croate. « Quand j'étais à Zagreb, j'ai rencontré des étudiants qui disaient se sentir plus balkaniques qu'européens », explique Emilie, étudiante à Bordeaux IV. Face à une Union qui tend à s'homogénéiser, cette frange hostile à l'Europe craint de perdre progressivement son identité culturelle et sa souveraineté.

Un scepticisme que partage Nicolas, un Nancien originaire de Zagreb : « La modernisation des infrastructures croates a été réalisée sans que la Croatie ne soit dans l'UE. Si l'apport d'euros ne peut être complètement négligeable, la perte de souveraineté du peuple croate me paraît un danger plus grand. Je considère le cadre national comme le seul garant de l'expression de la souveraineté populaire. » Pour lui, comme pour au moins 34 %

des électeurs croates, la victoire du "oui" ne présage rien de bon dans un pays déjà endetté à hauteur de 50 milliards d'euros et dans lequel le salaire moyen est encore quatre fois inférieur à celui de l'Union européenne. Mais le sort en est jeté, et sauf incident au moment de la ratification, Bruxelles accueillera un nouveau membre à sa table en juillet 2013. Et si les dirigeants croates se félicitent de leur victoire, c'est bien l'Union européenne qui peut souffler à l'issue de ce référendum. Car avec la crise en Grèce et les nombreuses attaques dont elle est victime, un refus croate l'aurait sûrement plongée dans une crise existentielle. G

inférieur à celui de l'Union européenne. Mais le sort en est jeté, et sauf incident au moment de la ratification, Bruxelles accueillera un nouveau membre à sa table en juillet 2013. Et si les dirigeants croates se félicitent de leur victoire, c'est bien l'Union européenne qui peut souffler à l'issue de ce référendum. Car avec la crise en Grèce et les nombreuses attaques dont elle est victime, un refus croate l'aurait sûrement plongée dans une crise existentielle. G

LA CROATIE EN BREF



- Capitale : Zagreb
- Population : 4,3 millions hab
- Superficie : 56 542 km²
- Président de la République : Ivo Josipovic
- Président du gouvernement : Zoran Milanovic
- Indépendance : 25 juin 1991
- Monnaie : Kuna
- P.I.B. : 60,85 milliards \$
- Taux de chômage : 17,7 %



« TOUT LE MONDE AVAIT PEUR »

Le futur retrait des troupes d'Afghanistan est au centre de la campagne présidentielle. Mais le quotidien des soldats sur place reste sous silence. Thomas* était chef de groupe, Didier* instructeur. Tous les deux reviennent sur leur mission en terre afghane.

•Par Clémence Bohème, Aurore Jarnoux & Aurélie Simon•

INTERVIEW THOMAS

Quelles difficultés avez-vous été confronté en Afghanistan ?

Thomas : Physiquement c'est très dur. Non seulement il fait une chaleur de 50 degrés mais en plus, on porte du matériel qui pèse entre 30 et 40 kilos. Ce sont les Américains qui nous équiperont : gilet pare-balles, Famas... Le gilet français, lui, n'est pas taillé pour le combat. Psychologiquement, on a beaucoup de pression. Tu joues un peu avec les enfants mais même eux renseignent les talibans. Ils nous comptent et ils vont leur dire combien on est. On a vu des scènes horribles. Je me souviens de deux militaires afghans retrouvés pendus alors qu'ils étaient en week-end. Certainement une vengeance des talibans. En tout cas, être allé à la guerre, c'est une sacrée expérience. Il y en a qui ne feront pas ça en dix vies.

Pourquoi êtes-vous parti là-bas ?

Thomas : Le but de ma mission était de lutter contre le terrorisme, les camps d'entraînement des talibans et de rendre la liberté aux Afghans. Au final, ce n'était pas du tout payant. Le soir, tu rentres à la base et même si tu as éloigné les talibans dans la journée, ils reviennent la nuit. C'est sans fin. On a trouvé pas mal d'explosifs et d'armements, mais peu de talibans. De toute façon, on n'a pas assez de matériel et on n'a pas envie de laisser des Français mourir là-bas.

Comment avez-vous vécu votre arrivée là-bas ?

Thomas : Après seulement trois jours, le premier contact que l'on a eu avec le terrain s'est soldé par des échanges de coups de feu. Dans ta tête, tu ne réalises pas. On n'était pas prêt quand c'est arrivé. Étant chef de groupe, ça m'a fait bizarre de me dire que les gars comptaient sur moi. Il fallait que je réagisse rapidement. En France, on avait appris des techniques de combat, des schémas de déploiement mais sur le moment, tu n'entends plus rien. Tu oublies tout et tu suis tes intuitions. Il n'y a pas de façon de gérer le stress. Tu comptes sur les mecs avec qui tu es et tu croises les doigts.

Et comment avez-vous fait pour gérer le stress ?

Thomas : On s'évadait grâce au sport. On pouvait contacter nos familles quand on voulait mais on était sur écoute. Les soldats n'ont ni le droit de raconter leur mission, ni de décrire les installations sur place. En rentrant d'Afghanistan, j'ai fait une escale de trois jours à Chypre. Des psychologues étaient mis à notre disposition et plusieurs activités de loisirs étaient proposées : un tour en bateau, sauna, hammam... C'est super parce que ça nous permet de faire une « pause opérationnelle ». Certains ont pétié les plombs en rentrant directement en France.

« Sur le terrain, tu oublies tout, tu suis tes intuitions. »
Thomas

INTERVIEW DIDIER

C'est quoi, le quotidien d'un soldat en Afghanistan ?

Didier : Le matin, quand on peut, on fait du sport. Au petit déjeuner, on discute un peu de la situation et on regarde la télévision. Après, ce sont des entraînements... On patrouille trois à cinq jours par semaine pour entrer en contact avec la population. Parfois, il n'y a rien du tout, juste des gamins qui jouent au football. D'autres fois, on sait que ça a bougé, mais le temps qu'on arrive, les talibans sont déjà partis. On accomplit aussi des missions humanitaires. On ramène des affaires pour les écoliers. On voulait montrer aux Afghans qu'on n'était pas là seulement pour faire la guerre mais aussi pour les aider.

Quelles étaient justement vos relations avec la population afghane ?

Didier : La population se méfiait de nous et en même temps des talibans. Notre présence les bousculait, les gênait. Quand on discutait avec eux, ils n'avaient rien vu alors que les talibans étaient obligatoirement passés par là. D'un autre côté, s'ils nous disaient quelque chose, on savait que le lendemain matin, tout le village serait détruit et qu'ils seraient tous morts. Même nous, on se méfiait d'eux parce qu'on ne savait pas si c'était vraiment des civils ou des talibans. On faisait toujours très attention à ce qu'on disait.

Quelles étaient vos responsabilités en Afghanistan ?

Didier : C'est un peu délicat d'en parler car je faisais partie d'une unité spéciale. Le gouvernement ne voulait pas dire à cette époque-là que les forces spéciales étaient en Afghanistan. C'était une mission secrète et politique pour retrouver Ben Laden. Les Américains nous pilotaient pour chacune de nos missions.

Comment avez-vous vécu cette mission ?

Didier : Il y avait des tensions 24h sur 24. C'était oppressant, stressant. On dormait seulement quatre heures par nuit. Tout le monde avait peur parce qu'on ne pouvait pas prévoir la réaction des gens. C'est un pays fermé. On avait l'impression de revenir cent ans en arrière. On gérait ça comme on pouvait. On faisait du sport, on déconnaît entre nous. Rien qu'une ou deux heures faisaient tout oublier. Ça reste la mission la plus dure que j'ai faite car on était toujours sur le qui-vive. Pour moi, le seul échec est de ne pas avoir discuté avec la population. La peur des talibans était trop présente. Elle a coûté la vie à plusieurs de mes amis au combat, ça reste mon pire souvenir. G

* Les prénoms ont été modifiés.

LES OUBLIÉS DE LA GUERRE

L'association Terre et Paix, née en novembre 2011, a pour but de soutenir les familles de soldats revenus en France fortement choqués de la guerre. Sa présidente, Marlène Peyrutie, part d'un simple constat : il n'existe aucun système de prise en charge des proches de ces victimes, souvent démunis face au traumatisme post-guerre.

« On arrive comme un chien dans un jeu de quilles. » Le ton est mordant mais le passé douloureux. Marlène Peyrutie est une femme engagée, très affectée par le traumatisme post-guerre de son fils, un soldat revenu d'Afghanistan. Le 10 mai prochain, elle sera à l'école militaire de Saint-Cyr pour témoigner de son vécu. Elle profitera de l'occasion pour avancer une proposition qui lui tient à cœur, au nom de son association Terre et Paix : la création d'une coordination nationale de soutien aux familles de soldats.



Marlène Peyrutie veut croire au retrait des troupes fin 2012.

Préoccupée par la situation de son fils et devant l'absence de réponse de l'Armée, Mme Peyrutie, par ailleurs candidate PS aux élections cantonales à Arcachon, décide de fonder une association fin 2011. L'objectif de Terre et Paix est avant tout de créer un cordon de solidarité, un espace d'écoute entre les familles : « Notre association doit être un catalyseur pour les proches. Des centaines de soldats souffrent de traumatismes, mais rien n'est fait pour les familles. Il faut les aider à sortir la tête de l'eau. » Plusieurs d'entre elles ont d'ores et déjà pris contact avec l'association. À terme, Marlène Peyrutie souhaite aller encore plus loin et mettre en place un numéro unique pour tous les parents de militaires.

DES RÉPONSES INSUFFISANTES DE L'ARMÉE

Selon elle, les familles ne sont pas prises en charge ni aidées lorsqu'un de leurs proches tombe en dépression. Elles ne savent pas comment s'y prendre face à la violence, à la dépendance à l'alcool ou à la drogue, ou encore aux changements d'humeur liés à ce choc émotionnel. Selon elle, l'Armée n'apporte pas suffisamment de réponses, même si des psychologues et des assistantes sociales sont présents sur les bases militaires. « À quel moment un soldat avoue qu'il ne va pas bien ? C'est dégradant pour la confiance en soi. Aller voir un psy, c'est montrer sa faiblesse », souligne cette femme engagée et combative. Elle ne voit pas non plus dans la « pause opérationnelle » à Chypre (cf. interview) une solution à ce problème : « C'est un début de réponse, mais c'est loin d'être suffisant. »

Le combat est également politique puisque Marlène Peyrutie est soutenue dans sa démarche par Michèle Delaunay et Alain Anziani, respectivement députée et sénateur PS de Gironde. Elle a interpellé plusieurs candidats à l'élection présidentielle sur le retrait des troupes. « Hollande a annoncé le départ de nos troupes pour la fin 2012. Si le 7 mai, il est président, je veillerai à ce qu'il tienne ses promesses », prévient la présidente de Terre et Paix. Le lancement officiel de l'association aura lieu le 2 mars à Talence. « Je n'ai pas d'enjeu, j'ai 52 ans et je suis cubotée. » G

Elle rappelle cependant que son intention n'est pas de jeter l'Armée en pâture à tous ceux qui l'attaquent. Elle souhaite surtout que la « Grande Muette » reconnaisse officiellement le traumatisme post-guerre.

Le combat est également politique puisque Marlène Peyrutie est soutenue dans sa démarche par Michèle Delaunay et Alain Anziani, respectivement députée et sénateur PS de Gironde. Elle a interpellé plusieurs candidats à l'élection présidentielle sur le retrait des troupes. « Hollande a annoncé le départ de nos troupes pour la fin 2012. Si le 7 mai, il est président, je veillerai à ce qu'il tienne ses promesses », prévient la présidente de Terre et Paix. Le lancement officiel de l'association aura lieu le 2 mars à Talence. « Je n'ai pas d'enjeu, j'ai 52 ans et je suis cubotée. » G

Selon les soldats interrogés, le retrait avant la fin 2012 est impossible.



The U.S. Army

Le retrait vu par les candidats

Après le décès de quatre soldats en Afghanistan, le 20 janvier dernier, de nombreuses voix se sont fait entendre sur la situation des troupes françaises.

Nicolas Sarkozy entend rapatrier l'ensemble des troupes françaises d'Afghanistan d'ici à la fin 2013. L'Onu l'avait initialement prévu à la fin de l'année 2014. Parmi les candidats à la présidentielle qui se sont exprimés, les avis divergent entre retrait immédiat ou anticipé.

François Hollande, candidat PS, a affirmé sa « volonté de retirer les forces françaises d'Afghanistan, le plus rapidement possible, au plus tard à la fin de l'année 2012 ». Tout comme lui, Eva Joly, candidate d'Europe Écologie-Les Verts souhaite un retrait rapide mais encadré. « Je propose que la France, dès 2012, organise une grande conférence internationale sur l'avenir de l'Afghanistan. »

Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche estime pour sa part que les soldats « doivent quitter immédiatement l'Afghanistan. Les gestulations de Nicolas Sarkozy sont pitoyables ». Dans un communiqué, le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) affirme qu'il était opposé à cette intervention militaire et « exige le retrait immédiat des troupes françaises ». La posture est la même pour Marine Le Pen : « Il faut arrêter de multiplier les morts ».

Le MoDem quant à lui reste laconique. Philippe Folliot, le responsable des questions de défense, tient à rappeler que la France « a des responsabilités vis-à-vis des partenaires afghans et de la coalition ». Sans toutefois aborder la question du retrait.

ILS VEULENT QUE WADE DÉGAGE !



À quelques semaines du premier tour de la présidentielle sénégalaise, le 26 février, l'opposition est dans la rue. Les Sénégalais de Bordeaux ont créé le Collectif Wade dégage (CoWaDe). Le nom choisi est sans équivoque. Ils demandent le retrait de la candidature d'Abdoulaye Wade, le président sortant.

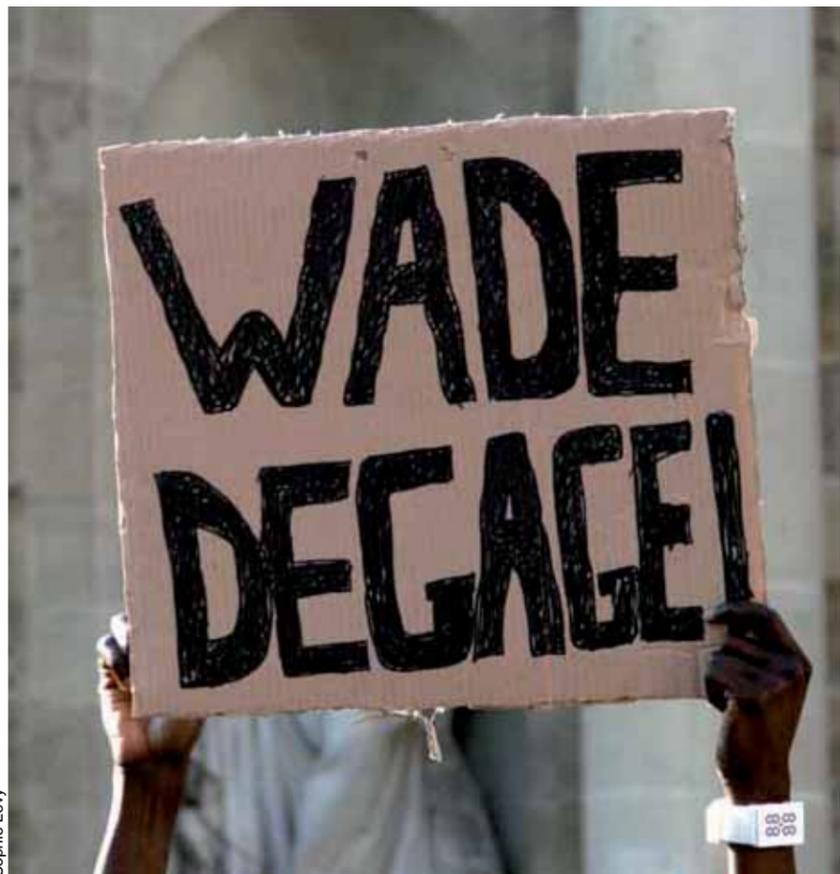
Samedi 4 février, 14h, place Pey-Berland. Le froid glace les visages des manifestants. Une centaine de Sénégalais est réunie devant la mairie de Bordeaux afin d'exprimer leur colère. Dans la nuit du 29 janvier, la candidature d'Abdoulaye Wade a été validée par le Conseil constitutionnel. Le président sortant est maintenant dans la course pour briguer un troisième mandat, à 85 ans. Pourtant l'article 27 de la constitution sénégalaise est clair : « La durée du mandat du président de la République est de sept ans. Le mandat est renouvelable une seule fois ». Les manifestants se passent la parole. Le ton est ferme, la colère palpable et la détermination intacte. « Il rendra des comptes devant le tribunal de l'Histoire, devant le tribunal des hommes ! » lance un homme au groupe.

Mais comment Abdoulaye Wade a-t-il pu voir sa candidature acceptée alors que celle de Youssou Ndirou, chanteur sénégalais de renom, a été invalidée ? Pour les manifestants, la corruption est la clé de la manipulation. « Wade a cajolé le président du Conseil constitutionnel avec un 4x4 et 50 millions d'euros versés sur son compte », explique Ahmadou Bamba Diame, étudiant en physique ingénierie à Bordeaux. « Deux des membres du Conseil ont dit avoir voté pour Wade ».

LE COWADE, PETIT FRÈRE BORDELAIS

D'après les opposants, ce ne serait pas la première fois qu'Abdoulaye Wade essaierait de détourner les textes de la Constitution pour garder le pouvoir. En effet, en juin 2011, le président avait déjà tenté de faire passer une réforme en deux volets. D'abord, l'élection simultanée du président et d'un vice-président. Ensuite, la possibilité pour ce ticket présidentiel d'être élu dès le premier tour avec seulement 25% des voix. Les op-

Le CoWaDe manifeste devant la mairie de Bordeaux afin d'interpeller Alain Juppé.



• Par Sophie Levy •

posants y avaient vu une façon de faire de son fils Karim son dauphin et de s'assurer sa réélection. Le peuple était descendu dans la rue le 23 juin pour une grande manifestation. Sous la pression, le gouvernement avait retiré le projet. Depuis, les partis d'opposition et les représentants de la société civile sont réunis au Sénégal sous le nom de M23 (mouvement du 23 juin en référence à la date de la protestation). Ce sont eux qui manifestent en ce moment à Dakar. Le CoWaDe est son petit frère bordelais.

« LE MONDE EST OUVERT »

Retour à Bordeaux, lundi 6 février, 19h30, dans un restaurant italien du centre-ville. Une vingtaine de militants du Collectif Wade Dégage se réunit. Karfa Diallo, membre du CoWaDe, anime les débats. « On a réussi le pari de la mobilisation et de l'impact médiatique », se félicite-t-il. Mais les débats se cristallisent rapidement sur le rôle de la France dans leur combat. Karfa Diallo propose de manifester à Bègles afin d'attirer l'attention des élus locaux. « Noël Mamère aime se chamailler avec Alain Juppé, ils vont essayer tous les deux de porter le dossier. » Une façon de les pousser à s'emparer des revendications des Sénégalais. Mamadou Diop ne voit pas cette proposition d'un très bon œil... « Il faut impliquer la France pour informer les citoyens mais elle ne doit pas faire la bataille à notre place », rétorque cet étudiant en Sciences du langage à Bordeaux 3.

A 63 ans, Ben Guenoun est le doyen de la réunion ce soir. Il est contrôleur qualité et également ancien conseiller municipal de Cenon. Il amène une note d'optimisme. « La diaspora est là pour aider les opposants au Sénégal. La France a gagné en 39-45 car quelqu'un l'a encouragée de l'extérieur », rappelle-t-il. « Nous sommes là pour convaincre les Français. Les gens sont très sensibles à ce qu'il se passe au Sénégal. Le monde est ouvert. »

REFUSER LE BOYCOTT

Après les constats, place aux perspectives d'avenir. Un jeune homme pose une question cruciale : « Doit-on donner le feu vert aux Sénégalais de Bordeaux pour aller voter ? » L'autre solution serait de refuser de se déplacer aux urnes et de risquer de voir Abdoulaye Wade réélu. Au sein du M23, le débat a été tranché. Huit candidats à la présidentielle, membres de cette plate-forme, ont déclaré refuser le boycott et vouloir rester unis durant la campagne. A Bordeaux, l'hésitation ne s'éternisera pas. Karfa Diallo résume la position du CoWaDe. « Les élections sont une démarche républicaine. Il faut accompagner ce processus. »

La réunion finit sur le rappel des prochaines actions. Une marche le 15 février à 18h de la place Gambetta à la place de la Victoire et la projection d'un film, suivie d'un débat sur la situation au Sénégal, le 27 février à 20h au cinéma Utopia. Le lendemain du premier tour. S'il a lieu... « Le risque est que le 26 février, il n'y ait pas d'élection car le peuple sera dans la rue », prévient un manifestant devant la mairie de Bordeaux. G

Il rendra des comptes devant le tribunal de l'Histoire !

« Wade n'est pas le genre à lâcher »

Consul général du Sénégal à Bordeaux depuis 2001, Momar Thiam a la charge de tout le quart sud-ouest de la France. Il a aussi participé à la campagne d'Abdoulaye Wade en 2000, en tant que docteur en communication.

• Par Julien Chabroux & Sophie Levy •

Que pensez-vous de la situation actuelle au Sénégal ?

Le droit de grève existe. Manifester est une bonne chose si cela soulève des critiques constructives. Je refuse d'entrer dans la polémique. Le pays dispose d'institutions républicaines, héritées de la colonisation, pour vérifier la constitutionnalité des candidatures. C'est un débat entre juristes. Je ne suis pas habilité à prendre position.

Abdoulaye Wade écouterait-il le peuple ?

Je ne peux pas vous dire mais Wade n'est pas le genre à lâcher. C'est un combattant. A un moment donné, il fera preuve de bon sens.

Comment pouvez-vous aider les Sénégalais du sud-ouest dans leur combat ?

Normalement, les manifestations se passent devant le consulat. J'ai demandé à recevoir les membres du collectif Wade Dégage (ndlr : une manifestation a eu lieu le 2 février) pour transmettre leurs doléances à

qui de droit. J'écoute, je prends note et je transmets à l'autorité.

Plusieurs Sénégalais rencontrés à Bordeaux ont déploré ne pas avoir reçu leurs cartes d'électeur, accusant le régime en place d'empêcher les opposants de voter. Que s'est-il passé ?

Le problème est réglé aujourd'hui. Il est vrai qu'il y a eu des erreurs de dispatching. Des cartes ont été envoyées à Marseille alors que les personnes concernées résidaient à Bordeaux. Mais à partir du moment où elles sont retrouvées... Et puis, il y a une fâcheuse tendance chez nous à toujours faire les choses au dernier moment.

À votre avis, le pays s'orienterait-il vers un « printemps sénégalais » ?

À mon intime conviction, ce mouvement qui touche les pays du monde arabe est une situation inéluctable. La politique est maintenant l'affaire de tous, plus seulement des élites. Le M23 est constitué de jeunes qui veulent prendre leur destin en main. Ils ont les nouvelles technologies et l'information va beaucoup plus vite. Tous les ingrédients sont réunis. G



Black et Bordelais

Impossible pour Souleymane Jules Ndiaye de rester 10 minutes sans croiser une de ses connaissances. Le dynamique Sénégalais a fondé *Bordeaux Black*, et revient sur ses objectifs. Il annonce la création du premier site internet qui s'adresse à la communauté afro-antillaise...et pas seulement.

• Par Nicolas Canderatz •

Où est l'homme qui bondissait, furieux, pestant contre une équipe du Sénégal morne et sans éclat ? Voici pourtant bien le même grand gaillard élégant et élané. En dehors des retransmissions de matchs, il est la sérénité incarnée. Discret, il parle presque à voix basse. Modeste, il se méfie des adjectifs flatteurs. On se figure un simple jeune homme. Erreur ! Il a 43 ans et une vie bien remplie qui n'est pas tout à fait celle de monsieur tout-le-monde. Quand il arrive en France à 22 ans, le pays a besoin d'ingénieurs. On est en l'an 13 avant Guéant, « une époque plus clémente ». Le natif de Dakar finance ses études d'informatique et de communication en enflammant les platines bordelaises. « DJ Jules » se fait une renommée, ce qui lui vaut un portrait dans *Sud-Ouest*. Mais « tout le monde connaît moins bien Souleymane ». Ce qui frappe chez lui, c'est sa polyvalence. Le « *slasheur* » a de multiples casquettes : DJ/informaticien/chef d'entreprise/président d'associations. Tout le monde ne peut s'enorgueillir de participer aussi activement à la vie d'une ville. Bien qu'il ait toujours été un homme du relationnel, au réseau étendu, la page de

sa vie nocturne est à présent tournée. Pour sa « ville d'adoption », il nourrit un projet et prend le temps de le concrétiser. L'idée était là depuis belle lurette. Elle a germé, éclos, il ne restait plus qu'à lui donner un nom. Souleymane s'empresse de lui réserver un domaine internet.

ENFIN UN PORTAIL POUR LA COMMUNAUTÉ AFRO-ANTILLAISE

Bordeaux Black. La structure participe au maximum à l'événementiel local. En première ligne en matière de prévention sexuelle (*XY-Sexe*), elle investit aussi le champ de la culture (ouverture de concerts, participation à *Bordeaux fête l'Afrique*). Mais l'action, c'est aussi et surtout un travail de sape, au quotidien : trouver des stages aux étudiants. Annoncer un décès et se cotiser pour rapatrier le corps. Plus largement, soutenir une pouponnière au Sénégal. Réaliste, le bordelais n'ambitionne pas de « représenter » qui que ce soit, et se dépeint comme « impliqué plus qu'engagé ».

Bordeaux Black, le site. Sur internet, Souleymane propose comme ailleurs sa « modeste participation ». « Pour que tout le monde s'y retrouve », le site web entend se situer dans cette même logique d'action, dépolitisée, la plus pragmatique possible. Fédérer, guider. Eviter l'"afro-centrisme". Mais il fallait à tout prix pallier l'absence de représentativité d'une culture bien plus vivante dans les rues que sur la toile ou dans les journaux. Créatif, l'informaticien n'est pas à court d'idées. Il conçoit un portail complet découpé en rubriques. De l'info pure et dure aux offres d'emploi. De la création d'un concours de *Miss Black Beauty* (à chaque mois sa Vénus) à une rubrique qui met en lumière une personnalité qui se démarque. Souhaitons-lui bonne chance. Souhaitons à son site d'attirer les regards. Rendez-vous dans le courant du mois de février pour son ouverture !

Bordeaux Black
www.bordeaux-black.com

LA BOURSE OU LA VIE (D'ÉTUDIANTS)

Ils sont plus de 100 000 à étudier dans nos universités. La France est de loin la première destination des étudiants africains. La plupart viennent sans ressources ou très peu, et se retrouvent à vivre dans des conditions très précaires. D'autres bénéficient des rares bourses que distribuent les Etats africains. Parcours d'excellence, piston ou débrouille, itinéraires de quatre étudiants bordelais.

• Par Elsa Landard •

TATIANA NGALEU, 3^e ANNÉE D'AES À BORDEAUX 4 // CAMEROUN

En 2009, après un an à l'Université de Yaoundé, Tatiana décide de partir en France pour financer ses études. Un comble ? Au Cameroun, la fac est privée et Tatiana rêve d'une expérience dans l'Hexagone, plus valorisante. Les bourses, elle n'y a jamais pensé. « Au Cameroun, on n'y croit pas trop, on est à peine informés que le gouvernement les a déjà distribuées. » Ses parents commerçants lui paient le billet d'avion et lui donnent 4500 euros, le minimum requis pour avoir droit à un visa étudiant. Depuis, c'est la débrouille. Elle trouve un poste au Resto U et fait des ménages pendant les vacances, sans jamais mettre de côté ses études. « On s'habitue. »

DRAMANE OUATTARA, DOCTORANT EN INFORMATIQUE AU LABRI // CÔTE D'IVOIRE

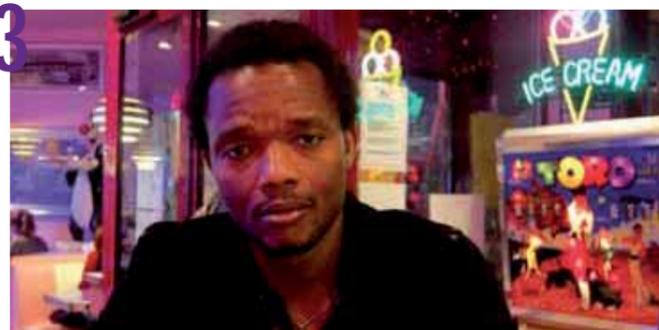
Dramane a eu de la chance. Il doit être bien né. Après sa licence d'informatique à Dakar, il obtient une bourse Erasmus Mundus pour venir faire son Master à Bordeaux. Diplôme brillamment obtenu, il cherche alors une nouvelle source de financement pour sa thèse. Il retourne au pays et réussit à obtenir la bourse de la présidence, graal inaccessible des étudiants ivoiriens. Parcours d'excellence. Il étudie aujourd'hui les TIC santé ou, plus simplement, il travaille sur comment rendre une maison plus sûre pour les personnes âgées. Dramane prévoit de rester en France après sa thèse, au moins pour quelques temps. « Au pays, mon métier n'existe pas, les personnes âgées sont toujours accompagnées. » Mais à terme, il rentrera, c'est sûr. « J'ai un devoir moral envers mon pays. »

MOUSSA KOÏTA, MASTER 1 DE SOCIOLOGIE À BORDEAUX 2 // SÉNÉGAL

Moussa est un étudiant méritant. Grâce à sa mention Bien au bac, il obtient une petite bourse. Mais quand il arrive en France en 2008, le Sénégal connaît quelques « dérapages budgétaires ». La Société Nationale d'Électricité doit faire face à un gros déficit et les étudiants boursiers partis à l'étranger sont les premiers à payer. « C'est normal, il faut faire des choix », relativise Moussa. Plusieurs mois de retard sur deux ans. Situation récurrente chez les boursiers africains. Il cherche alors un job et trouve un poste à l'aéroport de Mérignac, au service fret. 15 heures par semaine, depuis 3 ans. « Quand on est boursier, on peut vivre tranquillement. Si je travaille, c'est pour économiser pour plus tard », dit-il. Acheter des terres, construire une maison, travailler dans une organisation internationale : les rêves de Moussa le ramènent au pays.

JEFF KOUA, MASTER 2 DE CONTRÔLE DE GESTION À L'INSEEC // CÔTE D'IVOIRE

La priorité de Jeff, c'est le business. Depuis qu'il est arrivé en France en 2010, il réussit tant bien que mal à subvenir à ses besoins sans aide parentale, sans bourses, sans job. A 21 ans à Abidjan, il achète un petit supermarché à crédit : KGG Market. Une affaire qu'il fait tourner depuis Bordeaux et qui lui rapporte chaque mois de quoi payer sa chambre d'étudiant et boire des coups à la Victoire. « Je voulais voyager, avoir un diplôme européen. Pour la suite, peu importe, j'irai là où le business sera ». Pas par appât du gain. Jeff a juste beaucoup d'ambition : il veut devenir consultant chez Deloitte, leader mondial de l'audit, ouvrir son propre cabinet et une école à Abidjan. « Si j'ai pu voyager, c'est grâce aux études, je veux que d'autres Ivoiriens puissent avoir cette chance. »



Elsa Landard

LA GUERRE DES ÉCOLES

87 postes d'enseignants supprimés en Gironde. Lundi 13 février, 300 personnes sont venues manifester au pied de l'immeuble de l'inspection académique. Ils redoutent la fin des réseaux d'aides spécialisées pour élèves en difficulté (RASED). A quelques mois de l'élection présidentielle, la contestation prend de l'ampleur.

• Par Maxence Kagni •



Maxence Kagni

QU'EST-CE QU'UN RASED ?

Apparus en 1990, les réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté ont pour but d'aider les enfants (de la maternelle au CM2) qui rencontrent des problèmes d'apprentissage en classe. Cette aide est dispensée par des psychopédagogues (« maîtres E »), des rééducateurs (« maîtres G ») et des psychologues scolaires pendant les heures de cours traditionnelles. Les « maîtres G » aident les enfants ayant de graves problèmes d'adaptation au milieu scolaire. Les « maîtres E » travaillent quant à eux avec ceux qui ont des soucis un peu plus légers, et qui ont une réelle volonté d'apprendre.

Les maîtres sont titulaires d'un certificat d'aptitude professionnel spécialisé. Sur demande des professeurs, ils travaillent une ou deux fois par semaine avec des petits groupes d'enfants lors de courtes sessions (45 minutes en général). Au programme : petits jeux, théâtre, production d'histoires, expression corporelle, mathématiques, etc. Ils aident les enfants à entrer dans leur « métier d'élève » selon Didier Kadjan, « maître E » à Lormont. Sa collègue, Agnès Dumand, membre du syndicat SNUipp-FSU, précise : « Le remède aux problèmes individuels, en trouvant ce qui bloque chez l'enfant. Et cela toujours en concertation avec la famille ».

« Les professeurs spécialisés seront suffisamment nombreux » déclare André Mercier, devant des professeurs et parents d'élèves mécontents. Au bas des locaux de l'inspection académique, les drapeaux des syndicats s'agitent. Courageux, le directeur académique des services de l'éducation nationale (ex-inspecteur académique), est venu justifier la suppression de 87 postes de « maîtres E ». Les psychopédagogues, ou « maîtres E », sont avec les rééducateurs (« maîtres G ») et les psychologues scolaires les pièces centrales des réseaux d'aides spécialisées pour élèves en difficulté (RASED, voir ci-contre).

PERTES CATASTROPHIQUES

Pour Agnès Dumand, membre du syndicat SNUipp-FSU et psychopédagogue à Lormont, les suppressions de postes (parmi lesquels le sien) sont une catastrophe à bien des égards. Ne bénéficiant pas de la formation adéquate, les professeurs des écoles se retrouveront parfois désemparés et seuls face aux difficultés d'un enfant. Une situation qui handicapera toute la classe, y compris les élèves les plus doués. Cet abandon n'est pas acceptable selon Annie Serres, directrice de l'école maternelle Noviciat de Bordeaux et également syndiquée au SNUipp-FSU : « Les RASED sont une aide gratuite et donnée sur le temps scolaire. Sans celle-ci, il faudra se tourner vers le secteur privé et payant. Les parents accepteront encore plus difficilement de se faire aider. Des enfants seront abandonnés. »

L'APPLICATION DE LA LOI

Une hypothèse contestée au niveau académique, où l'on affirme que l'aide spécialisée a besoin de s'adapter aux besoins géographiques. Jean-Louis Nembrini, le recteur, propose que les difficultés légères soient prises en charge par les professeurs des

écoles. Cette initiative est jugée scandaleuse par de nombreux manifestants, qui soulignent à nouveau la qualification particulière des maîtres spécialisés. Le recteur reconnaît volontiers que les moyens mis à disposition des RASED seront réduits, mais assure ne faire qu'appliquer la loi de finance votée par le Parlement. À la rentrée 2012, 14 000 postes vont être supprimés dans l'Éducation nationale. C'est à lui de répartir les pertes à l'échelle de l'Académie. Or, il faudra créer de nouvelles classes pour faire face à l'augmentation du nombre d'enfants scolarisés.

Jean-Louis Nembrini a donc demandé à André Mercier de créer ou de conserver des postes de professeurs traditionnels. Et cela au détriment des autres postes de professeurs qui n'ont pas la charge d'une classe (dont les maîtres de RASED). Comme tout recteur, il a été nommé par décret du président de la République, et représente dans son académie les ministres de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur.

UN COMBAT POLITIQUE

Le conflit girondin n'est donc qu'une conséquence de la politique nationale de rigueur et de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. « Nous n'avons aucun espoir de retourner la situation en Gironde » concède Agnès Dumand. La suppression des 87 postes est déjà actée, comme l'a montré la tentative d'explication du directeur académique. Ne reste plus aux manifestants que l'espoir d'un changement en mai 2012. Mais Annie Serres n'attend pas grand chose de l'élection présidentielle : « Il y a tellement de choses à changer dans l'Éducation nationale. Rien n'est jamais gagné, il faudra rester mobilisé. Il n'y aura pas de sauveur. »



Clémence Bohême

LÉGISLATIVES EN GIRONDE CHOCS EN STOCK

Derrière l'élection présidentielle se cachent les élections législatives des 10 et 17 juin. En Gironde, où la gauche domine avec 9 des 11 députés, la droite va tenter de reprendre la main sur certains secteurs. État des lieux des champs de bataille.

Il y avait 11 jusqu'à présent, ils seront 12 à partir du mois de juin. Le redécoupage des circonscriptions législatives, effectué en 2009, est passé par la Gironde. Le département, en forte progression démographique, gagne logiquement un député supplémentaire. Contrairement au redécoupage précédent, en 1986, les ciseaux du gouvernement ont peu touché l'agglomération bordelaise. Ce sont les périphéries du département qui ont été remodelées. Le Bassin-d'Arcachon a maintenant sa propre circonscription, détachée du Sud-Est du département. Menacée jusque dans ses bastions bordelais, la droite est presque assurée de conserver cette « nouvelle » huitième circonscription. Aculée par la gauche, avec seulement deux députés sur 11, la droite a quelques objectifs en 2012. Perdue de justesse, les circonscriptions de Bordeaux-centre – celle où Alain Juppé a été battu en 2007 – et du Médoc sont, sur le papier, gagnables cette année par l'UMP. Dans la circonscription de l'Entre-deux-mers, perdue en 2007, mais fortement remaniée depuis, le parti présidentiel doit probablement fonder quelques espoirs aussi. Mais la gauche, bien qu'ultra-majoritaire, a de l'appétit et compte bien aussi placer la droite sur la défensive, chez elle. À Libourne, la situation de l'UMP est fragile. Le dé-

•Par Pierre Garrat•

puté de la « droite populaire », Jean-Paul Garraud, n'avait été élu en 2002 et 2007 qu'avec de faibles marges (respectivement 51,16 % et 51,41 %). Cependant, il n'aura pas à faire à Gilbert Mitterrand, fils de l'ancien Président, l'ancien député, maire de Libourne. Et puis, dans la première circonscription, celle de Bordeaux-nord, la gauche a très fortement progressé ces dernières années. À tel point que ce siège ne fait plus office de bastion imprenable. Solide en Gironde, la gauche a renforcé ses propres places fortes. Sauf cataclysme, elle n'est, cette fois, pas en danger dans les troisième, quatrième, sixième, septième, neuvième et onzième circonscriptions. Dans tous ces secteurs, le Parti Socialiste (PS) n'a à gérer qu'une seule succession, à Mérignac. Le député-maire, Michel Sainte-Marie, laisse la place et la droite ne semble pas voir de fenêtre de tir : c'est le seul endroit où elle n'a pas encore investi de candidat. Rive-droite, siège PS qui n'a jamais basculé, l'UMP a si peu d'espoirs qu'elle a carrément investi une candidate... du Mouvement Démocrate de François Bayrou. Une stratégie d'alliance qui a déjà fait les preuves de sa faiblesse lors des cantonales de 2011. G

2ÈME - BORDEAUX-CENTRE Le match retour

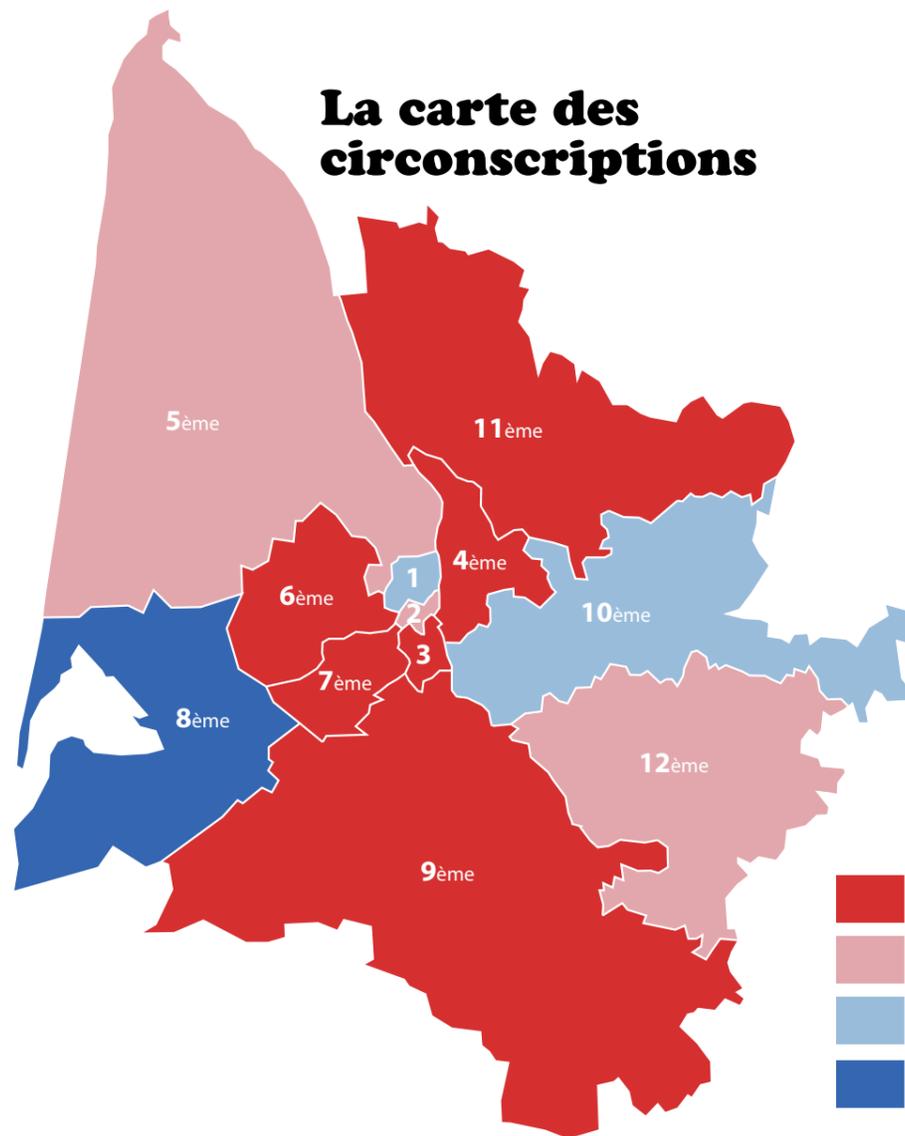


Il a les crocs. Bien qu'assommé par sa défaite surprise en juin 2007, Alain Juppé veut sa revanche sur Michèle Delaunay. Depuis cinq ans, lui et son équipe municipale se démènent pour retrouver ces quelques centaines d'électeurs qui lui ont fait défaut. Alain Juppé a constamment Michèle Delaunay dans le viseur. Il suit tous les faits et gestes de la députée socialiste. En 2004, elle avait déjà ravi le canton de Bordeaux-2 (Grand-Parc - Chartrons) à la droite. En 2011, lors du renouvellement de ce canton, pourtant hors de la circonscription, le ministre met tout son poids dans la bataille pour la faire perdre, et donc l'affaiblir à la veille de la législative. Peine perdue, elle gagne à nouveau, d'extrême justesse, comme la première fois. La gauche a pour elle la sociologie de la circonscription : depuis 2007, elle vote de plus en plus à gauche. Le PS a même réussi à y gagner le canton de Bordeaux-5 (Nansouty - Victoire - Saint-Michel) en 2008. Comptons sur Alain Juppé pour une nouvelle fois mettre toutes ses forces dans la bataille. Mais ne nous y trompons pas : c'est bien la victoire du maire de Bordeaux qui serait, cette fois, une surprise.

Les circonscriptions de Gironde, de la plus à gauche à la plus à droite

4ÈME	RIVE-DROITE
7ÈME	PESSAC
3ÈME	BORDEAUX-SUD
6ÈME	MÉRIGNAC
11ÈME	BLAYE
9ÈME	LANGON - HAUTE-LANDE
12ÈME	ENTRE-DEUX-MERS
5ÈME	MÉDOC
2ÈME	BORDEAUX-CENTRE
10ÈME	LIBOURNE
1ÈRE	BORDEAUX-NORD
8ÈME	BASSIN-D'ARCACHON

SIÈGES DISPUTÉS



5ÈME - MÉDOC

La chasse est ouverte

Rendez-vous compte : une femme, socialiste qui plus est, députée du Médoc ! Les observateurs n'en sont pas revenus quand, au soir du second tour de la législative de 2007, Pascale Got l'a emporté de 434 voix sur le sortant UMP, Jean-François Régère. Il faut dire qu'elle est revenue du diable Vauvert après un premier tour qui ne laissait guère de place au suspense. Ces terres, marquées par les scores impressionnants des chasseurs il y a quelques années, apparaissent pourtant comme minées pour la gauche. Le canton de Lesparre-Médoc est d'ailleurs toujours représenté par Chasse Pêche Nature et Tradition (CPNT) au conseil général. L'un des trois en France. Après une victoire si étriquée en 2007, on s'attend à une bataille acharnée cette année. Pascale Got, venue de la partie urbaine de la circonscription (le nord de l'agglomération bordelaise, avec Blanquefort notamment), a su s'implanter dans ce rural et droitier Médoc. Elle est devenue l'an dernier conseillère générale de Castelnau-de-Médoc. La surprise vient du candidat de droite : David Gordon-Krief. Alors qu'elle est bien implantée dans le secteur, l'UMP a parachuté un avocat parisien pour challenger la députée sortante. Le candidat aura à faire à un Front National très fort dans le secteur : Jacques Colombier, le candidat frontiste, a obtenu 40 % lors de la cantonale de 2011 à Pauillac.

1ÈRE - BORDEAUX-NORD

Un coup de poker

Si on pouvait parier sur les résultats des élections, on vous conseillerait probablement de miser sur cette circonscription. C'est la grosse cote de ces législatives en Gironde. Si elle a toujours envoyé un député de droite à l'Assemblée Nationale, la gauche n'a jamais été en meilleure position. En 2007, lors de la réélection avec 54 % de la députée UMP, Chantal Bourragué, *Sud Ouest* notait déjà dans ses colonnes que le score était plus étriqué que d'habitude. Lors de toutes les élections qui ont suivi, on a noté de nets progrès de la gauche dans son ensemble. Cette circonscription comprend notamment le très (très) droitier quartier de Caudéran, où dans certains recoins on doit encore avoir peur de l'arrivée des chars soviétiques. L'UMP y reste bien sur favorite. Mais en cas de basculement, on vous aura prévenu, et la surprise sera pour les autres !

- A gauche sûr
- A gauche, pouvant passer à droite
- A droite, pouvant passer à gauche
- A droite sûr

ROLAND DUMAS

« HOLLANDE NE SE LAISSERA PAS ABATTRE ! »

À 89 ans, Roland Dumas n'est plus au pouvoir depuis qu'il a quitté la présidence du Conseil constitutionnel. Toujours entre Paris et Bordeaux, l'ancien ministre socialiste des Affaires étrangères scrute néanmoins avec attention le monde politique. Entretien.

Vous êtes un soutien de la première heure de François Hollande. Qu'est-ce qui vous plaît chez lui ? J'ai toujours pensé qu'il était le meilleur candidat pour le PS en 2012. J'apprécie particulièrement son énergie contenue. Je le connais depuis longtemps. Lorsque j'étais porte-parole du gouvernement en 1984, il était mon directeur de cabinet. Je l'ai aidé à s'installer en Corèze. Nous nous voyons toujours de temps en temps.

On fait souvent le parallèle entre les deux François, Mitterrand et Hollande. Le candidat PS lui-même semble en jouer... Votre avis ?

Il est normal que François Hollande s'inspire de François Mitterrand. Il a marqué son époque ! Mais Hollande ne le fait pas systématiquement. Par exemple, quand Hollande dénonce « les puissances de l'argent » sur une tonalité mitterrandienne, c'est avant tout une posture politique. Par ailleurs, François Mitterrand avait une autorité naturelle incontestable. Hollande, lui, se l'est créée.

Comment voyez-vous la campagne présidentielle, alors que François Hollande fait la course en tête dans les sondages ?

Il y a un vent favorable pour le PS et les militants socialistes le sentent. Beaucoup de gens qui ont voté Nicolas Sarkozy en 2007 ne le referont plus. C'est encourageant. Je pense que la campagne va rapidement se durcir. Elle sera rude. Il y aura de nombreux coups bas. La droite dispose des moyens de l'Etat. Elle est déterminée et n'a pas de scrupules. Mais François Hollande ne se laissera pas abattre.

Quel regard portez-vous sur les deux principaux concurrents de François Hollande sur sa gauche, Eva Joly et Jean-Luc Mélenchon ?

Pour Eva Joly, sa campagne finira là où elle aurait dû commencer : nulle part ! C'est la débâcle. Laissons-la à son sort. En revanche, Jean-Luc Mélenchon a des bonnes idées et du talent. Il est utile au Parti communiste et à l'union de la gauche car il rassemblera des voix qui se seraient dispersées.

Que pense l'ancien ministre des Affaires étrangères de la situation actuelle dans les pays touchés par les révolutions arabes ? Je suis très inquiet ! On s'en prend à tous

•Propos recueillis par Julien Chabroux •

les chefs arabes qui ont du charisme. Aujourd'hui, c'est la Syrie qui est visée. Et demain l'Iran ! L'OTAN est devenue le bras armé de l'Occident. Regardez la Libye, ce n'est pas une réussite. C'est la même chose en Tunisie. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, a effectué trois voyages avec des patrons dans ce pays. La France, un seul ! La politique étrangère française actuelle ne correspond pas à sa tradition historique.

Le Parti socialiste semble pourtant s'aligner sur l'UMP en politique étrangère...

En effet. J'espère que ça changera avec François Hollande. On y veillera. Même si les Français sont nombrilistes, je pense que la politique étrangère deviendra un sujet de campagne avec les événements internationaux à venir.

Vous n'avez plus de responsabilités. Votre agenda est-il tou-

jours rempli ?

Je ne m'ennuie pas ! Je donne des conférences, je voyage dans le monde entier avec mon cabinet d'avocat. Par ailleurs, j'écris beaucoup. Après « *Coups et blesures* » sorti en avril 2011, je prépare deux nouveaux livres. Le premier évoquera les personnalités marquantes que j'ai rencontrées tout au long de ma vie. Le second portera sur la politique étrangère. J'ai toujours ma carte au PS, mais je ne participe plus aux réunions.

Vous entretenez une image sulfureuse depuis des années... Ça me flatte, et ça me fait rire ! G

Quand il était porte-parole du gouvernement en 1984, Roland Dumas avait François Hollande comme directeur de cabinet.



Eric/le joujou rouge

ROLAND DUMAS EN 5 DATES

- 1922 Naissance à Limoges.
- 1950 Il s'inscrit au barreau et commence une carrière d'avocat.
- 1956 Élu député pour la première fois. Il siégera à nouveau à l'Assemblée entre 1967 et 1968 puis entre 1981 et 1993.
- 1984 Ministre des Affaires étrangères de François Mitterrand, dont il est un intime. Il s'occupera du Quai d'Orsay jusqu'en 1986 puis entre 1988 et 1993.
- 1995 Nommé président du Conseil constitutionnel, il valide les comptes de campagne d'Édouard Balladur et de Jacques Chirac malgré le dépassement du plafond autorisé. En 2000, il est contraint à la démission lors de l'affaire Elf.

CEUX QUI BOUGENT PRENDRONT LE TRAIN

La Communauté Urbaine de Bordeaux est en plein « Grenelle des Mobilités » pour tenter de trouver une solution à la congestion de sa rocade. Dans cette perspective, c'est le train qui pourrait redevenir une alternative à la voiture en ville.

•Par Pierre Garrat & Aurore Jarnoux•

Que faire de ces voies de chemin de fer au cœur des villes, à l'abandon ou presque depuis des décennies ? À l'heure où les collectivités locales cherchent par tous les moyens à réduire le trafic automobile dans les métropoles, ces voies pourraient connaître une nouvelle jeunesse. Bientôt dix ans après le retour du tramway à Bordeaux, c'est bien un véritable réseau de type RER parisien qui pourrait voir le jour dans la CUB.

Irréaliste ? Pas si sûr. Une grande partie des voies existe déjà. Il s'agit de cette ceinture quienser l'agglomération entre la gare Saint-Jean, Mérignac, Caudéran, Le Bouscat et la gare de Raveziez, au nord de Bordeaux. Dans un état jugé lamentable, la ceinture a été complètement renouée par la région en 2010. Une nouvelle gare de TER a même vu le jour, Mérignac - Arlac, en connexion avec le tram A. Des travaux qui ne sont pas que cosmétiques. Pour les habitants de ce quartier, il est maintenant possible de rejoindre la gare Saint-Jean en 12 minutes, contre plus de 40 en tram.

UN RER BORDELAIS

À gauche comme à droite, les élus de la CUB et les associations poussent les dossiers pour créer une véritable rocade ferroviaire autour de Bordeaux. Le principal obstacle est le franchissement de la Garonne. Mais l'ouverture des ponts Bastide-Bacalan au nord (dans un an), et Jean-Jacques Bosc au sud (en 2017), devrait régler ce problème. Des voies de transport en site propre y sont déjà réservées avant éventuellement d'y poser des rails pour faire circuler

des tram-trains... et ainsi boucler la boucle. Sur le parcours, d'autres gares pourraient ouvrir : pour se connecter avec le tram, comme à Arlac ou Cenon. Ou desservir de nouveaux hauts-lieux bordelais comme la future Arena de Floirac. D'autres pourraient ouvrir, par exemple Talence - Médoquine. Le tram pourra aller difficilement plus loin que ce qui est déjà en projet. Le train apparaît donc comme une solution pertinente pour ces « rurbains » qui empruntent tous les jours la rocade pour aller travailler dans l'agglomération. Là aussi, plusieurs projets sont dans les tuyaux. C'est le cas du tram-train du Médoc, qui doit raccorder à l'horizon 2014 Blanquefort à la ligne C du tram au niveau de l'actuel terminus, Les Aubiers. Derrière, c'est la ligne du Médoc, vers Lesparre et Le Verdon, qui pourrait encore se développer. Depuis 2002, et l'arrivée du Conseil régional dans la gestion des TER, la fréquentation de la ligne a progressé de 30 %. Certaines associations comme la FNAUT Aquitaine, qui rassemble des usagers des transports, militent pour la réouverture, au nord-est, de Bordeaux-Blaye, fermée il y a une dizaine d'années.

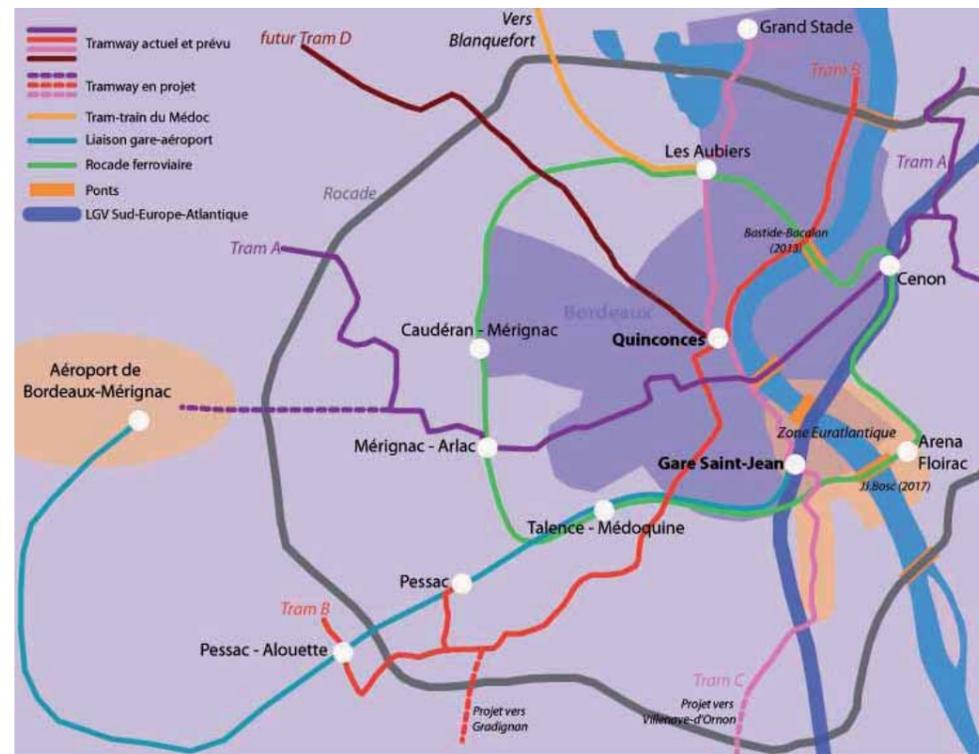
L'AÉROPORT À 20 MIN DE LA GARE ?

Grand enjeu pour toutes les agglomérations : la liaison entre l'aéroport et le centre-ville. Pendant des années, l'aéroport de Bordeaux - Mérignac a refusé toute liaison efficace en transport en commun. Pour Christian Broucuret, président de la FNAUT Aquitaine, la

raison est simple : « *Le parking de l'aéroport représente une part très importante de son chiffre d'affaires !* » Accepter une ligne directe revenait à se tirer une balle dans le pied. L'arrivée de la LGV en 2017, qui va mettre Bordeaux à 2h00 de Paris... et donc de ses aéroports, change la donne. Demain, les passagers pourraient aller de la gare Saint-Jean à la gare de Pessac - Alouette en TER, puis en bus en site propre jusqu'à l'aéroport. Après-demain, c'est une liaison intégralement ferroviaire qui pourrait voir le jour. La gare Saint-Jean ne serait plus qu'à une vingtaine de minutes de l'aéroport.

Aller plus loin est-il possible ? Pour Christian Broucuret oui. Il voit même les régions devenir responsables des voies ferrées régionales, comme, il y a quelques années, les départements ont pris la responsabilité des routes nationales. Antoine Beyer, universitaire spécialiste des questions de transport, juge cette hypothèse crédible mais « *les régions n'y seront pas prêtes sans contreparties financières* ». C'est bien là que le bât blesse. Car pour maintenir ce succès ou le développer, il faudra maintenant des investissements considérables, dont les régions n'ont probablement pas les moyens. Or, pour Antoine Beyer « *il y a un risque à considérer que le transport collectif passe forcément par du ferroviaire. Il y a d'autres modes de transports en site propre moins chers, plus efficaces et plus souples que le train* ». G

Le futur réseau ferroviaire bordelais ?



Le rôle des régions

Il y a dix ans, les conseils régionaux ont obtenu la gestion des TER. Ils ont cependant été confrontés à un réseau ferroviaire dans un « état alarmant ». La raison ? Dans les années 1960, le succès de la voiture a fait fermer de nombreuses lignes et gares urbaines. La SNCF s'est concentrée sur ses Lignes à Grande Vitesse (LGV), qui lui ont permis de retrouver un trafic voyageur conséquent. Pendant ce temps, l'état des voies secondaires s'est dégradé. Aujourd'hui, certaines régions, comme l'Aquitaine, sont obligées de subventionner des rénovations de voies. Ce fut ainsi le cas pour la ceinture ferroviaire de Bordeaux en 2010, entre la gare Saint-Jean et les Bassins à flot notamment.

NUCLÉAIRE L'EXPLOSION DES COÛTS

UN RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES DÉVOILE LES PRIX DU NUCLÉAIRE

Presque un an après la catastrophe de Fukushima, la Cour des comptes publie un rapport sur les coûts de l'atome en France. Résultat ? L'argument d'une énergie bon marché est caduque.

Mercredi 8 février 2012, 19 heures. Le record de consommation d'électricité est battu : 100 000 mégawatts selon RTE, la filiale d'EDF chargée de l'entretien des lignes électriques. Pas de blackout, mais EDF en appelle à la responsabilité de chacun pour économiser une énergie toujours plus chère. 188 milliards d'euros. C'est le coût du nucléaire, recherche comprise, depuis la construction dans les années 1960 des premiers réacteurs, l'équivalent du PIB de l'Irlande en 2010. Ce 31 janvier, la Cour des comptes publie un rapport qui synthétise les coûts passés, présents et futurs de la filière. Une première. L'étude commandée par le Premier ministre relance le débat entre les pro et les antinucléaires. Problème : les projections ont été réalisées par EDF et non par un organe indépendant. Dans son communiqué, la Cour reconnaît que « les méthodes utilisées par EDF pour ce calcul sont pertinentes mais on ne peut en valider les paramètres techniques, en l'absence d'études approfondies par des experts ».

•Par Audrey Chabal & Olivier Mary•

Un examen prévu tous les dix ans est réalisé par l'Autorité de Sûreté Nucléaire, qui assure au nom de l'État le contrôle des installations françaises.

Les premiers « examens des 30 ans » des centrales françaises ont commencé. Mais EDF veut prolonger leur activité jusqu'à au moins 60 ans... Et cela pour une raison très simple : il est impossible de restreindre leur durée de vie à 40 ans car cela présuppose la mise en service de 11 réacteurs EPR (European Pressurized Reactor) d'ici 2022. Beaucoup trop cher.

En effet, le coût de construction initial, ramené à la puissance des réacteurs, a plus que triplé passant de 1,07 Md€ en 1978 à 3,07 Md€ pour le futur EPR de Flamanville. Mais EDF ne coupera pas à l'augmentation des dépenses due à la maintenance d'un parc français vieillissant.

Autre source d'inquiétude, la gestion des déchets évaluée à 28,4 Md€. La cour des comptes reconnaît que pour ces déchets l'estimation est fragile car le projet envisagé pour le stockage, c'est-à-dire l'enfouissement en grande profondeur, n'est pas encore définitif. Voir encadré.

Alors pourquoi ne pas envisager une sortie du nucléaire? Évoquée par les écologistes, cette solution n'est pas sans problèmes. Outre le coût d'un démantèlement du parc nucléaire français chiffré à 18,4 Md€, il faut rajouter les investissements dans le domaine des énergies renouvelables. La politique énergétique de la France est à un carrefour. Quelles que soient les pistes envisagées, le prix de l'électricité est amené à augmenter. **G**

PROLONGER LA DURÉE D'EXPLOITATION

Des incertitudes quant aux dépenses futures, mais dès à présent, la question de la pérennité du nucléaire s'impose. La construction d'une centrale, trop onéreuse en ces temps de crise, oblige EDF à prolonger de dix ans la durée de vie des réacteurs. Sur les 58 réacteurs en activité, 22 atteindront leur quarantième année d'exploitation d'ici 2022. Inquietant lorsque l'on sait qu'ils ont été conçus pour fonctionner 30 ans.

QUID DES DÉCHETS NUCLÉAIRES ?

Faible radioactivité et vie courte (type A) :

Ils sont compactés et conditionnés dans des fûts de métal ou de béton. Les opérations de compactage et de conditionnement s'effectuent sur les lieux mêmes de production. Jusqu'en 1994, ces conteneurs étaient stockés sur le site de La Hague (Manche), puis à Soulaire dans l'Aube.

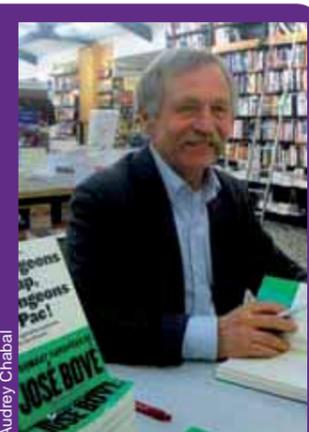
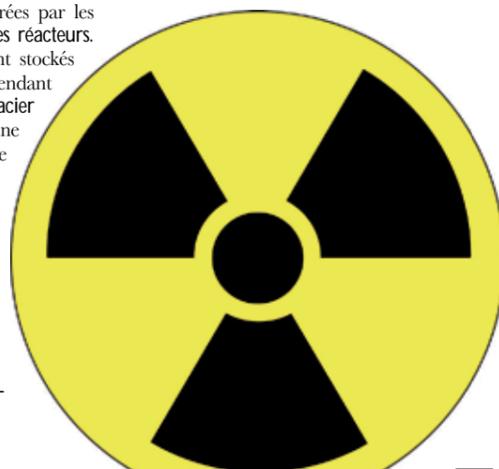
Moyenne radioactivité et vie longue (type B) :

Ils sont compactés sous forme de galettes, et entreposés dans des conteneurs en acier inoxydable. Les boues qui résultent des opérations de retraitement sont enrobées dans une matrice bitumineuse et coulées dans des fûts en acier. Ces résidus sont stockés provisoirement à La Hague, dans l'attente d'une décision future.

Forte radioactivité et vie longue (type C) :

Ce sont des cendres issues de la combustion de l'uranium, engendrées par les réactions nucléaires dans les réacteurs. Ces produits de fission sont stockés sous forme de liquide pendant cinq ans dans des cuves en acier inoxydable pour perdre une part de leur chaleur et de leur radioactivité. L'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA) a construit un laboratoire à 500 mètres de profondeur à Bure, pour tester la faisabilité d'un stockage géologique profond. Elle compte demander en 2015 l'autorisa-

tion de création d'un site de stockage qui devrait voir le jour en 2025. **G**



Audrey Chabal

3 QUESTIONS A JOSÉ BOVÉ

•Propos recueillis par Audrey Chabal•

Que pensez-vous du rapport de la Cour des Comptes ?

Il est intéressant. Il confirme les problèmes relatifs aux coûts du nucléaire qui jusque-là étaient cachés. Le modèle arrive à terme et c'est la première fois que l'on a des éléments concrets même si ce sont les chiffres d'EDF. Ça fait 40 ans qu'on (Ndlr: les écologistes) en parle ! L'Etat et EDF ont construit un monde opaque et la question était jusqu'à présent tabou.

Vous souhaitez la sortie du nucléaire, comment faire ?

Des alternatives sont envisageables. Le projet Negawatt (association luttant pour la sortie du nucléaire), propose un projet global construit à partir des besoins. Il se résume dans ce triptyque : sobriété, efficacité et énergies renouvelables.

Ce rapport permet-il suffisamment d'alerter l'opinion publique ?

Il faudrait avoir un débat et organiser un référendum sur les questions énergétiques. Il y a eu trois accidents graves en 20 ans. Ça commence à faire beaucoup pour un système soit disant sûr !

ALLONGER LA DURÉE DE VIE DES RÉACTEURS

Ce lundi 13 février, la Commission Energies 2050 a remis un rapport commandé par le gouvernement. Il préconise le prolongement de la durée de vie des centrales jusqu'à 60 ans.

L'enseignement principal du texte est que le coût de l'électricité augmenterait en cas d'utilisation quasi unique des énergies renouvelables. Entraînant une hausse des prix de l'ordre de 50 à 100 %, selon les experts de la Commission. L'avantage est donc donné au nucléaire, considéré comme une énergie bon marché.

En 2050, l'ensemble des 58 réacteurs français aura atteint 40 ans de service. Deux scénarii sont envisagés. Accélérer le passage aux réacteurs de troisième génération de type EPR pour en produire deux chaque décennie. Deuxième piste proposée,

l'allongement de la durée de vie des centrales aussi longtemps que l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) le permettra. Cette option retenue par le gouvernement serait la moins coûteuse.

Eric Besson, ministre de l'Industrie, l'a défendue argumentant que « le scénario d'une réduction de 75 % à 50 % en 2030 (...) représente aussi un accroissement de moitié de nos émissions de gaz à effet de serre (...) et une augmentation importante de nos importations d'énergies fossiles ». L'Observatoire du nucléaire, quant à lui, dénonce une commission composée de « pro nucléaires forcés » et considère que les conclusions de ce rapport sont « nulles et non avenues ». **G**

LE BLAYAIS JOUE LES PROLONGATIONS

Des réacteurs trentenaires, un incident majeur, une opposition active : la centrale du Blayais est représentative du reste du parc nucléaire français.

Le 12 juin dernier, l'un des réacteurs de la centrale du Blayais soufflait ses 30 bougies. Construits sur l'estuaire de la Gironde, les quatre réacteurs produisent 6,15 % de la consommation française ainsi que 120 % des besoins en électricité de la région Aquitaine. Des chiffres qui ne doivent pas masquer les risques du secteur.

Décembre 1999, la tempête Martin entraîne une montée des eaux de l'estuaire et l'inondation d'une partie de la centrale. Les trois réacteurs en fonction sont alors arrêtés pour des raisons de sécurité. On frôle la catastrophe. L'année précédente, un rapport préconisait pourtant la surélévation de 50 cm des digues de protection. EDF avait repoussé la date des travaux.

TCHERNOBYLE POUR LA FERMETURE

Dix jours avant l'incident, Stéphane Lhomme crée l'association Tchernobyl, « un acte prémoniteur » selon son Président contacté par téléphone. Le groupe milite pour la fermeture du site dont les réacteurs atteignent leur date limite. Problème, la visite décennale prévue par l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) « n'est jamais faite dans les temps », souligne Stéphane Lhomme. L'ASN est débordée, la moyenne d'âge des réacteurs atteignant les 26 ans.

Malgré son opposition radicale au nucléaire, Stéphane Lhomme n'est pas favorable à la tenue d'un référendum sur la question. « On ne parle pas de référendum pour le désamiantage alors pourquoi en faire un sur le nucléaire ? Il me semble que Tchernobyl et Fukushima sont des événements assez parlants. » **G**

En 2050 l'ensemble des 58 réacteurs français aura atteint 40 ans de service.



DR

LES DENTS DES AUTRES

Ils sont 70 sur 30 000 en France. Seulement 70 dentistes s'occupent des personnes atteintes d'autisme, de trisomie ou de maladies orphelines. Autant dire que pour les familles, ces médecins sont des pépites qu'il faut arriver à dénicher. A Bordeaux, il y en a une : le professeur Javotte Nancy.

C'est en tee-shirt que le docteur Nancy exerce. Attention, ce n'est pas de la décontraction mais de l'adaptation. De cette manière elle parvient mieux à se faire accepter par ces patients qui ont vu trop de médecins en blouse blanche. Ils savent que ce n'est pas bon signe d'en voir un de trop près. « Il faut être le moins invasif possible avec les personnes atteintes d'autisme, ce sont des enfants qui acceptent mal le contact et qui angossent vite lorsqu'on les change d'environnement. » Selon les médecins, les douleurs dentaires sont les plus insupportables qui soient. Imaginez un seul instant que vous ne puissiez exprimer votre douleur. Comment réagiriez-vous ? Il y a de quoi se taper la tête contre les murs... C'est souvent ce que font au sens littéral les personnes atteintes d'autisme lorsqu'elles souffrent des dents : l'automutilation. Javotte Nancy n'est pas une magicienne. Pas de pouvoir extraordinaire, seulement une grande dose de motivation et de patience. Elle s'est formée sur le tas, avec l'expérience, tout en menant de front plusieurs thèses sur l'autisme. Décrire une consultation type : impossible. Ça n'existe pas. « Tout dépend du patient », précise-t-elle. Elle s'adapte, parle, explique la situation calmement. Ne

Le docteur Nancy s'est installé au troisième étage de l'hôpital Saint-André de Bordeaux



Charlotte Jousserand

•Par Charlotte Jousserand•

pas brusquer. Surtout pas. Et si l'examen vissé au « fauteuil » est trop difficile, il faut trouver autre chose.

LES QUENOTTES DE JAVOTTE

Engagée et pionnière dans ce domaine, le docteur Nancy se bat depuis 20 ans pour que tout le monde, sans exception, ait accès aux soins dentaires. Cette dentiste spécialisée dans l'odontologie pédiatrique ne soigne aujourd'hui quasiment que des enfants et des adultes handicapés. Javotte Nancy donne également des cours de ce qui est devenu sa spécialité à l'Université de Bordeaux II. Seulement 4 heures en 5ème année : il ne faut pas les manquer. Pour obtenir une consultation avec le docteur Nancy, comptez environ 4 à 5 mois d'attente. Un statut de célébrité dont cette femme énergique se débarrasserait bien. 70 % de ces patients viennent d'Aquitaine mais aussi de toute la France. La maman de Clément, 22 ans, atteint d'autisme peut en témoigner : « En Poitou-Charentes, aucun dentiste ne peut le prendre en charge. » La plupart du temps, les parents ne trouvent pas de spécialistes capables de soigner leurs enfants dans leur ville. Ni même dans leur région. L'emploi du temps de ministre du docteur Nancy témoigne de la carence du système médical français : manque de personnel, manque de formation... Une insuffisance dramatique en termes de prévention.

DU GAZ HILARANT POUR LES DENTS

Autre difficulté : certains enfants ou adultes handicapés refusent tout simplement d'ouvrir la bouche. Problématique chez un dentiste. Du coup, certains praticiens ne les acceptent pas en consultation. Le docteur Nancy rejette cette fatalité. Elle est une des premières à s'être intéressée aux soins dentaires des personnes handicapées. En 1991, c'est le déclic. Enceinte, elle s'interroge : « Comment faire si mon enfant souffre d'un handicap, vers qui s'adresser ? » Pour elle c'est simple, elle est médecin. Mais pour les autres mamans... A la naissance, tout va bien pour son bébé. Elle n'arrête pas sa réflexion pour autant et s'engage dans les soins aux personnes handicapées. Elle crée en 2000 la société de narco-odontologie et en 2003, elle met en place avec des confrères deux diplômes d'université qui forment environ 20 praticiens chaque année. Il existe deux solutions pour soigner. Le MEOPA tout d'abord ou gaz hilarant pour être plus clair. Les dentistes en disposent depuis 2009 grâce au travail de la commission menée par le docteur Nancy. Ce gaz provoque une relaxation chez le patient qui ne ressent plus la douleur. Bémol, il ne peut être utilisé que chez ceux qui acceptent le masque. Pour les autres, il faut employer les grands moyens et soigner sous anesthésie générale. Une anesthésie pour une carie ça vous choque ? Pas elle. Si c'est le seul moyen pour soigner il ne faut pas hésiter. En 1998, le Dr Nancy ouvre à l'hôpital Saint-André des blocs opératoires pour les soins dentaires, c'est une première en Aquitaine et en France. Le docteur Nancy se bat pour qu'au-delà des soins, l'accent soit mis sur la prévention dès la maternité : « J'essaye de faire un listing des spécialistes et des médecins pour les parents d'enfants handicapés afin qu'ils sachent qui consulter durant la croissance de leur enfant. Mais ce n'est pas facile de mobiliser les gens concernés. » Elle mène plusieurs projets. Produire des images et des vidéos pour les patients dont l'objectif est de préparer à la consultation chez le dentiste ; et sur le long terme, constituer un maillage de soins sur l'Aquitaine. Première pierre de l'édifice posée il y a peu, elle vient d'ouvrir une consultation délocalisée à Blanquefort. G

LES LABELS INDÉS ÉCOUTÉS ?

Frédéric Mitterrand vient d'annoncer la création « dès 2012 » du Centre National de la Musique. Le ministre de la Culture s'est félicité de ce nouveau dispositif de soutien à une filière en crise. Réactions chez les indépendants du disque.

•Par Boris Jullien•

Lancés dans un combat du genre David contre Goliath, les indépendants du disque ressortent rarement vainqueurs des grosses maisons de disque (Universal, Warner, etc.) et des distributeurs franchisés (FNAC, Virgin). Les gros — même s'ils périclitent — dominent les petits en terme de chiffre d'affaires. C'est que les deux ne sont pas animés par la même fibre : la logique commerciale contre l'amour du disque. Et tandis que les uns s'inquiètent de la crise qui plombe leurs revenus (des recettes en baisse de 3,9 % pour l'année 2011), les autres essaient tant bien que mal de maintenir leur activité sur la seule foi de la qualité artistique.

Sous la dénomination commune d'« industrie musicale », c'est pourtant ces deux mondes que le ministère de la Culture ambitionne d'aider. Le Centre National de la Musique, nouvellement créé, entend « soutenir l'appareil de production, d'édition, de diffusion et de distribution, l'emploi et les savoir-faire français, et de maintenir la pluralité des acteurs, gage de la diversité culturelle », dit le communiqué.

|| Tout le monde pense que les disquaires indés n'existent plus.

MARTIAL, GÉRANT DE TOTAL HEAVEN

« Les interlocuteurs privilégiés du ministère sont plus naturellement Pascal Nègre, PDG d'Universal, et les représentants de Wagram, Naive... Le risque, c'est que les micro-structures qui font pres- que un boulot bénévole ne soient pas entendues », prévient Sean Bouchard, de Talitres, un label indépendant bordelais. D'autant que l'annonce de la création du CNM a été faite au MIDEM

de Cannes, rendez-vous annuel des pontes de l'industrie musicale. Mais ce coup-ci, les salles de concert, les radios, les maisons de disque et les labels, les distributeurs et les vendeurs ont été impliqués dans les discussions. La FEPIA (Fédération des Éditeurs et Producteurs Phonographiques Indépendants

d'Aquitaine) a notamment participé aux négociations et défendu la position des indépendants. Sur la question du critère de francophonie, par exemple. La FEPIA a obtenu le retrait de cette règle selon laquelle il faudrait éditer des chansons en français pour bénéficier de certaines subventions : une misère pour les labels indés qui signent souvent des groupes anglo-saxons, voire des groupes hexagonaux qui chantent en anglais.

COMMENT RELANCER LE DISQUE ?

Depuis une dizaine d'années, les recettes du secteur ont fondu : des résultats divisés par deux. Le support physique agonise, les ventes numériques sauvent les meubles. Le marché de la musique enregistrée ressemble à des banques endettées qu'on ne cesse de renflouer sans modifier un système en faillite. Sean Bouchard, le responsable de Talitres Records, ne veut pas vivre (ou survivre) des « rustines que l'on pose sur l'industrie musicale ». Le label bordelais refuse une forme d'assistantat et aimerait pouvoir se passer d'aides.

Chez Total Heaven, un disquaire bordelais, la création du CNM n'évoque rien. Martial, le gérant, paraît dubitatif sur cet énième dispositif. Il ironise : « La FNAC et Frédéric Mitterrand vont nous sauver. » Son magasin n'a jamais bénéficié d'aucune aide sinon de celle de sa clientèle fidèle. Lui a son idée de la solution : « Aujourd'hui, les CD sont taxés comme des produits de luxe : à 19,6 %. Si on veut aider à vendre des disques, il faut passer par une baisse des prix et de la TVA. » Une mesure qui n'apparaît pas dans les plans du CNM.

Pour financer l'organisme qui va regrouper des structures de soutien déjà existantes, le ministère de la Culture mise sur une taxation des fournisseurs d'accès à Internet. « C'est cohérent, juge Sean Bouchard. Après tout, ils se sont fait pas mal de publicité sur l'accès à la musique. » Autre piste : la taxe sur les tickets de spectacle. « Je suis pour, si c'est dans l'optique d'aider des labels gravement en danger », répond Didier Estèbe, directeur du Krakatoa à Mérignac. Il faut bien que le CNM se trouve des recettes. Mais pour qu'il soit efficace, il faudra qu'il redistribue vers les structures les plus fragiles. »

La répartition des aides, c'est justement ce qui inquiète les différents acteurs indépendants de l'industrie musicale : et si le Centre National de la Musique bénéficiait une fois de plus aux acteurs déjà dominants ? Pour Talitres, « le danger, c'est toujours de mettre en avant les plus gros vendeurs. Que ça profite plus à Johnny Hallyday et Mylène Farmer qu'à Ewert and The Two Dragons (ndlr : dernière sortie du label bordelais). Comme pour la licence globale. » Pour l'instant, les modalités d'application du Centre National de la Musique restent vagues, exceptées les deux pistes citées plus haut. Pas plus d'informations du côté des professionnels. Les indépendants se veulent (quand même) optimistes sur ce CNM, calqué sur le modèle du cinéma. « Un CNC pour la musique me paraît judicieux et intelligent », estime Didier Estèbe. A condition que les indépendants ne soient pas la roue claudiquante du carrosse. G



DR

LES BOULAT, TÉMOINS DE L'HISTOIRE

« Deux regards, deux générations » : la Base sous-marine accueille cette exposition consacrée à Pierre et Alexandra Boulat jusqu'au 18 mars. À travers l'objectif de ces deux grands noms du photo-reportage, les visiteurs voyagent du Paris de l'après-guerre aux grands conflits de ces vingt dernières années. Regard croisé entre le travail contemplatif d'un père et l'engagement de sa fille sur le terrain avec les commentaires de Sébastien Valentie, médiateur de l'exposition.

• Par Clémence Bohême & Aurore Jarnoux •



Prière pour la paix en Afghanistan. Septembre 2001.

« Ces femmes afghanes prient pour la paix dans un contexte de guerre. La domination des couleurs très claires est cassée par ces deux mains jointes qui forment un appel à la pacification du conflit. Le blanc est ici un symbole fort de pureté et d'apaisement. Peintre avant d'être photographe, Alexandra Boulat accorde une grande importance aux formes géométriques. On a l'impression d'une fleur qui éclot de tous les côtés. Dans ce cliché, on retrouve les thèmes récurrents du travail de l'artiste : l'espérance et la féminité dans des espaces où elle est souvent stigmatisée. Alexandra Boulat est toujours au plus près de l'action. Je l'imagine très bien au milieu de la procession, en train de saisir le temps présent avec son appareil. »

« Nous voilà aux États-Unis, à l'académie de West Point, l'équivalent de l'école militaire française, Saint-Cyr. On peut percevoir le rapport de force établi inconsciemment entre le gradé et le soldat en formation. Ce cliché représente la confrontation de deux égos. Les militaires se regardent droit dans les yeux et le capitaine dit : « Tu as un mois pour perdre ton double menton. » La photographie est prise sur le vif mais grâce à la position quelque peu spartiate des deux hommes, on descende directement la rigidité de l'Armée. Elle est révélatrice de la volonté de Pierre Boulat de percevoir les sentiments humains sans toutefois émettre un jugement. Il est plus dans l'observation et la contemplation. »



Le premier jour, face à face d'une nouvelle recrue avec son capitaine instructeur. Académie de West Point, Etats-Unis, 1957.

« On va d'une guerre à l'autre. Le conflit ethnico-religieux en Yougoslavie a entraîné des déplacements de populations. On a vraiment l'impression de se retrouver face à un tableau de la Renaissance. Les personnes dans le train sont comme figées dans le temps. Notre regard se focalise sur cette petite fille, les mains posées sur les joues et cette femme avec son enfant dans les bras qui regarde au loin. On pourrait presque lire la détresse et la souffrance dans leurs yeux. L'image est prise sur le vif mais la position des gens est quasiment surnaturelle. Les photographies d'Alexandra Boulat sont des machines à empathie qui nous atteignent forcément. Certaines personnes pourraient être en manque de légèreté. »

Infos pratiques : Exposition présentée à la Base sous-marine de Bordeaux jusqu'au 18 mars. Entrée libre, de 13 h 30 à 19 h du mardi au dimanche (sauf lundi et jours fériés).

Transport de Kosovars-Albanais vers un camp de réfugiés. Macédoine, avril 1999.

HOW I M.E.T YOUR TENOR ?

Le Metropolitan Opera de New York (M.E.T) dans votre cinéma c'est possible ! Prix plus accessibles, chanteurs lyriques de renom, ambiance décontractée, tout cela séduit amateurs et curieux qui se laissent prendre au jeu de la toile. Mais peut-on vraiment parler de démocratisation ?



Charlotte Jousserand

• Par Antoine Huot & Charlotte Jousserand •

Arrivé au cinéma, on ne fait aucune différence entre le spectateur venu voir « La vérité si je mens 3 » et celui qui va assister à « Werther » de Jules Massenet. Enfin presque, le prix n'est pas le même. Comptez entre 20 et 29 euros pour une place d'opéra au cinéma. Cela vous paraît cher ? Ça l'est si vous comparez avec une place de cinéma. Cependant un siège au Metropolitan Opera ne vous coûterait pas moins de 100 \$ sans le billet d'avion. Sylvie Saint-Cyr, auteur de « Vers une démocratisation de l'opéra », considère que 28 euros reste un prix excessif. Pour elle, un tarif raisonnable avoisinerait 20 euros.

Budget conséquent qui ne refroidit pourtant pas les amateurs venus nombreux ce samedi 11 février au Gaumont de Talence. Ce soir là on joue en direct « Le Crépuscule des Dieux » de Richard Wagner. L'agitation avant le début du spectacle est palpable : brouhaha et échauffement des musiciens sont retransmis comme si on était à New York. Par effet de miroir, on peut voir les spectateurs de la Big Apple s'installer et discuter. Aucun retard permis : à 18h en France, 13h à New York, le Gaumont et le MET ferment leurs portes. L'opéra commence. La salle est remplie par une majorité de retraités. C'est parti pour plus de six heures d'envolées lyriques dans une mise en scène grandiose de Robert Lepage. Siegfried et Brunhilde n'échapperont pas à la malédiction de l'Anneau du Rhin. Les amateurs ont tout prévu : « livres d'explications, sandwiches et bouteilles d'eau pour les entractes ».

LES GRANDES VOIX DE L'OPÉRA

De l'UGC au Gaumont en passant par le CGR le Français, les salles obscures font la lumière sur l'opéra. Pratiquement chaque semaine, les petits rats trouveront leur bonheur.

Le public des Opéras-cinéma est très souvent régulier du Grand Théâtre. Il vient voir ce qu'il ne trouvera jamais à Bordeaux : des chanteurs de renommée internationale. C'est le cas de Stéphane, 52 ans et de Jean Marc, 70 ans. Passionnés, ils assistent aux séances au moins une fois par mois. Ce soir du 2 février, on jouait « Werther » à l'UGC. « Les artistes que l'on a vus ce soir étaient merveilleux. On ne les aura jamais ici. » Mais il y a aussi des curieux et quelques rares étudiants. « C'est plus détendu et on peut vraiment voir tous les détails » raconte Mathilde, 19 ans.

Pourtant pour Sylvie Saint-Cyr, les séances Opéras-cinéma ne favorisent pas une démocratisation de ce genre musical particulier. « Les spectateurs sont souvent les mêmes que ceux qu'on retrouve dans les théâtres lyriques. Ce sont des gens qui ont pour la plupart entre 60 et 65 ans, des grands amateurs. » D'ailleurs les cinémas savent très bien à quel genre de public ils s'adressent. Entractes au champagne, programmes sur papier glacé, interventions de spécialistes... Tout est fait pour que les connaisseurs s'y retrouvent et ne soient pas déçus.

La démocratisation de l'Opéra passe surtout d'après Sylvie Saint-Cyr par « les films comme Farinelli ou Amadeus, qui ne traitent pas directement de l'opéra mais contribuent de manière certaine à une démocratisation du genre. Ces films touchent un très large public et peuvent pousser les gens à se lancer dans l'aventure lyrique ».

COMME SI VOUS ÉTIEZ SUR SCÈNE

Les Opéras-cinéma sont selon elle une autre manière de participer à la notoriété de l'Opéra. Cela permet aux amateurs et habitués de faire découvrir à d'autres un monde qu'ils ne connaissent pas. Inconditionnelle de la scène, l'auteur avoue pourtant avoir été séduite par la qualité cinématographique. « La technologie actuelle permet de passer un très bon moment. Vous pouvez voir, retranscrits sur la toile, les visages, le grain de peau des chanteurs et leurs expressions ce que, quelquefois vous ne pouvez pas distinguer au théâtre. Le fait est que je me suis retrouvée piégée par la qualité et par la transmission des émotions ».

Anne et Josiane, la soixantaine, sont des habituées des Opéras-cinéma. Elles vont à l'UGC qui retransmet souvent les représentations de manière différée. Bien qu'elles aiment le côté « filmé » : « on voit mieux qu'au théâtre et le metteur en scène montre quelquefois les coulisses du spectacle » - elles ne sont pas dupes. « C'est sûr il n'y a pas la projection de la voix, on n'est pas dans la spontanéité. Il n'y a pas de risque. »

LES CODES ONT CHANGÉ

Aller à l'Opéra reste une sorte de rite immuable, quoi qu'on en dise. La majestuosité du lieu impose une tenue en conséquence. Aller au cinéma est différent, tout le monde y va à un moment ou à un autre. « L'opéra au cinéma ce n'est pas la même solennité, c'est beaucoup plus décontracté » raconte Manon, 19 ans, venue voir « Werther ». Le cérémonial de l'opéra a cependant beaucoup changé par rapport au début du siècle. Aujourd'hui il n'y a plus de restrictions vestimentaires mais « il est vrai qu'il existe toujours une sorte d'autorégulation. On va tout de même voir un spectacle particulier, de fait on s'habille en conséquence ». Sylvie Saint-Cyr conclut. « Néanmoins aujourd'hui, vous pouvez aller à l'Opéra en jean, ce n'est vraiment plus un problème. » G

ENVOLÉES SOUS CHAPITEAU

« Composer avec un membre redécouvert » : Bruno Samon fait du tricycle une part de lui-même.



La Cie de théâtre Artère, présente un extrait de *Private Joke*, spectacle burlesque de catch coloré. Un humour très « private »...



Derniers instants de préparation pour les artistes dans les coulisses. Même les hommes n'échappent pas au maquillage.



Gloria, danseuse professionnelle, s'envole dans un numéro de sangles. Voltige et volupté.

Exit les lions et leurs dompteurs, l'école de cirque de Bordeaux développe un registre plus contemporain. *Morceaux choisis #1*, présenté le 10 février, est un florilège de numéros centrés sur le corps. Au programme: humour rural, jonglage et grâce. Les spectateurs sont tour à tour charmés et emportés dans un monde où le mouvement n'a plus de limites.

Les élèves de la formation professionnelle rendent hommage à la chorégraphe Pina Bausch sur une mélodie du *Sacre du Printemps*.



Laura, trapéziste, navigue à l'aveugle, suspendue au chapiteau. Elle rêve d'un monde libre et sans attaches.

Le clown est une femme comme les autres. Il conduit, fait ses courses, et papote avec son boucher. Aurélie incarne le clown au quotidien saisi dans les clichés de Laura et Léa.

L'AMÉRIQUE À CONQUÉRIR

A 19 ans, Victor Ferrier a déjà du bagage. Premier français de l'histoire à faire partie de l'équipe monde en football américain, surclassé à de nombreuses reprises, le Biarrot brûle les étapes. Actuellement licencié avec les Kangourous de Pessac, il se livre sur son parcours et ses rêves d'Amérique.

• Par Antoine Huot & Anthony Jolly •

Une belle gueule, un regard affirmé et des épaules de démenageur qui tranchent avec un corps plutôt fin : Victor Ferrier a tout pour être détesté par la gent masculine. Mais d'emblée, le contact passe bien. Volontiers affable, le jeune Biarrot relate son parcours, sans forfanterie aucune. Il pourrait. De ses débuts dans le football américain à sa sélection dans l'équipe mondiale, seulement cinq années se sont écoulées. De Biarritz à Austin, des terrains boueux avec « éclats de verres », aux pelouses parfaites du Texas, sa trajectoire est fulgurante.

Après quelques années sur les tatamis et sur les pistes d'athlétisme, un ami lui indique le chemin du club de football américain de Biarritz. Une révélation. « J'ai tout de suite aimé l'esprit d'équipe et le contact » confie-t-il. Deux années plus tard, à 16 ans, il intègre le pôle espoir de Talence et signe pour les Kangourous de Pessac. Surclassé deux fois, il est aujourd'hui une pièce indispensable du club. La saison dernière, il évoluait sur deux fronts à la fois : les juniors et les seniors. Cette année, il est l'un des rouages essentiels de l'équipe senior, qui vise la montée en Elite. Deux joueurs américains salariés ont d'ailleurs été recrutés à dessein.

DE GRANDES AMBITIONS

Si montée il y a, cela se fera probablement sans l'international, qui veut encore gravir les échelons. Il pense partir de l'autre côté de l'Atlantique pour tenter sa chance dans une « grosse université canadienne », celle de Laval à Québec. En plein dans les démarches, il souhaiterait y étudier le commerce ou les relations internationales. Dans un coin de sa tête, il pense à la CFL, la Canadian Football League, le must du must après la NFL, le championnat américain. Mais ne se met pas la pression. « Je ne pense pas avoir le niveau pour y jouer mais si c'est le cas un jour, je foncerai. »

Tout va très vite pour Victor Ferrier mais lui reste mesuré, toujours sous contrôle. A peine avoue-t-il avoir « explosé » lorsqu'il a reçu un mail de la Fédération internationale de football américain (IFAF) lui signalant sa pré-sélection pour la Team World qui affronterait la sélection des Etats-Unis à



« IL FAUT DÉBRANCHER LE CERVEAU »

De son séjour aux Etats-Unis, il gardera beaucoup de frustration. Les entraîneurs, canadiens comme la majeure partie de l'équipe, n'ont fait que très peu appel à lui. Habituellement free safety, comprenez dernier défenseur, il n'a pu s'exprimer à son poste de prédilection. « J'ai seulement joué lors des coups d'envois. J'étais un « chasseur », j'ai fait un plaqué et je me suis pris un gros tampon par un Américain. Les consignes étaient claires : il fallait débrancher le cerveau, courir et rentrer dans les types. Au début, je commençais à me dire que les Américains ne frappaient pas beaucoup. J'en ai eu pour mes frais. »

Malgré la déception, le Français n'est pas rentré au pays bredouille. Contacts plus rudes, intensité accrue, vitesse de jeu décuplée : à Austin, c'est presque un autre sport qu'a pratiqué Victor Ferrier. Le retour en France a été quelque peu difficile. Décalage horaire à encaisser, neige au rendez-vous et surtout dur retour à la réalité du championnat français. « J'ai regardé les vidéos d'équipes contre qui on va jouer, et c'est très lent, ça fait bizarre. Il va falloir vite se réadapter, même si je ne suis pas à l'abri d'une défaillance. »

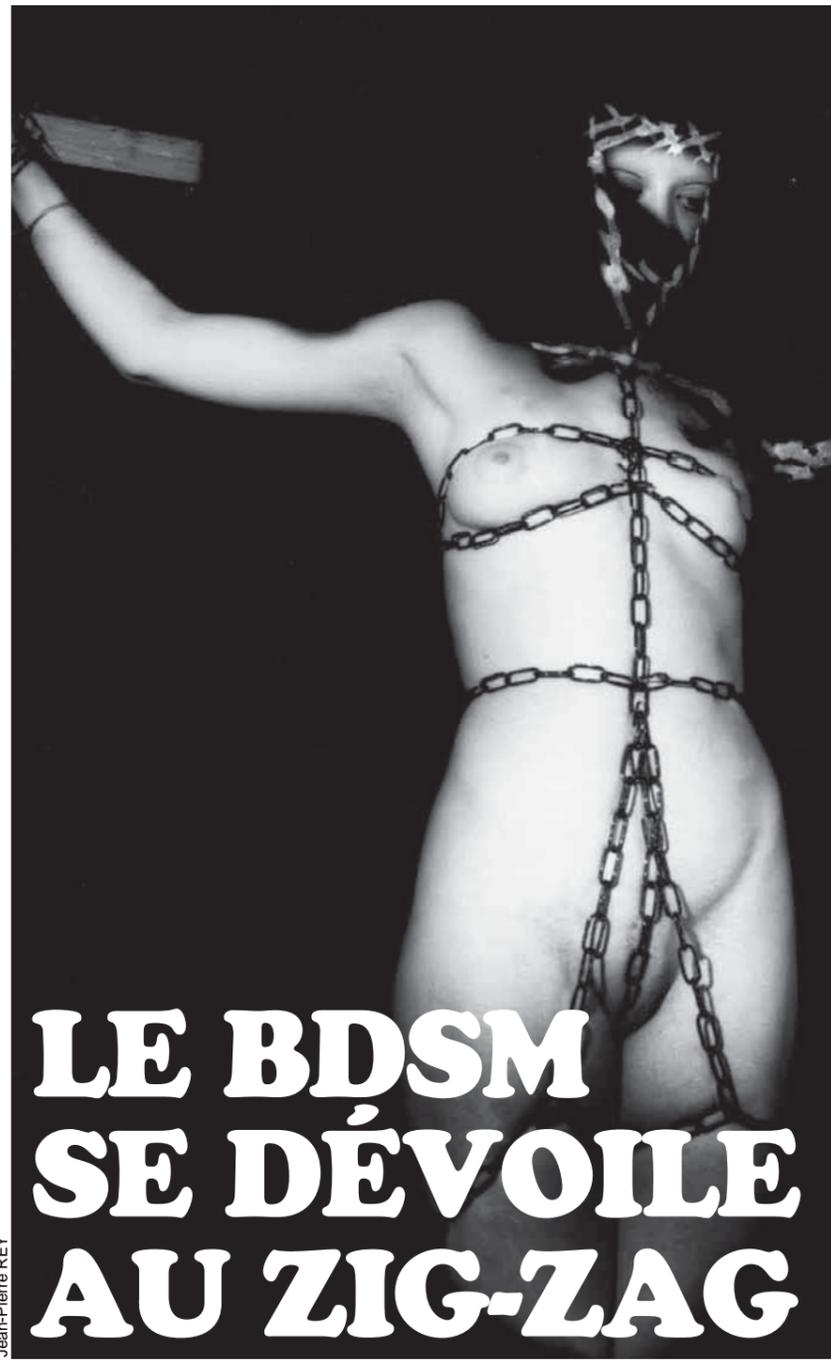
Vice-champion d'Europe avec les juniors l'été dernier en Espagne, Victor Ferrier entend bien poursuivre son ascension avec l'équipe de France senior. « Je pense que je peux être appelé si je fais une bonne saison à Pessac » prévoit-il. « Être titulaire en équipe de France, c'est un objectif à court terme. » Chez les jeunes, il était capitaine, un rôle pas forcément sur mesure à ses débuts. « Lors de mes premières sélections avec les Bleuets, les coachs m'avaient mis 0 sur 4 en leadership. Puis le stage suivant, ils m'ont mis 2. Puis 3 et 4. » Un costume de leader pour un joueur taille

patron.g

Étudiant en LEA cette année, Victor Ferrier pourrait poursuivre son cursus outre-Atlantique en septembre.

Fiche Technique

Victor Ferrier
19 ans
1m86, 88 kg
Clubs successifs:
Atlantes de Biarritz
Kangourous de Pessac
International français junior
Palmarès : Vice-champion
d'Europe junior 2011



Jean-Pierre REY

LE BDSM SE DÉVOILE AU ZIG-ZAG

A l'occasion de la semaine du Sexe, l'univers BDSM* investit le bar bordelais du Zig-Zag. Clichés *bondage* accrochés au mur, débat sur les pratiques sadomasochistes et performance d'une dominatrice : le but est de donner une visibilité à des usages méconnus. Mission accomplie ?

• Par Adrian de San Isidoro & Elodie Cabrera •

Sur les cloisons du Zig-Zag, des photos de femmes entravées par des cordes. En position fœtale, écartelés ou montés sur croix, les corps asservis exercent un pouvoir de fascination. L'art japonais du *bondage* ne laisse pas indifférent. Pour le photographe Jean-Pierre Rey, il s'agit de « modifier le regard du public sur le BDSM par un biais esthétique ». Les spectateurs lèchent les murs du regard, un verre à la main. Pour Alexandre Gambera, écrivain et dominateur, il faut « être titillé par le sadomasochisme avant d'essayer quoi que ce soit ». Son objectif, parvenir à constituer une communauté BDSM dans la ville de Bordeaux grâce à son association *Black Empire*. Gambera explique : « On doit pouvoir réaliser la même chose que les gays ! Par exemple, maîtresse Françoise est passée sur plein de plateaux télé. La banalisation passe par l'exposition. Il y a 30 ans, l'écrivain Michel Foucault était obligé d'aller en Californie écumer les backrooms SM. Je trouve ça triste ». Raphaël Seine, coordinateur de la semaine du Sexe, estime qu'il est temps de « séreniser » les pratiques marginales pour éviter la propagation du sida. « Ce qui importe, c'est que les sadomasochistes soient à l'aise avec leur corps », précise-t-il.

« SM, ÇA M'ÉVOQUE CITROËN »

A 22 heures, le débat commence. Entre 60 et 70 personnes sont présentes. Dans le public, autant d'hommes que de femmes. Lesbiennes, hétéros, jeunes, ridés : la question du corps martyrisé n'a pas de frontière sexuelle, temporelle ou sociale. Un micro-trottoir est diffusé sur grand écran. Quant on leur demande ce qu'ils associent aux initiales SM, les interviewés répondent : « Super-motard ? ». Plus drôle, l'un d'entre eux déclare, la mine soucieuse : « SM, ça m'évoque Citroën ».

Rires dans la salle, ponctués des interventions cinglantes de Maîtresse Claire Cuir : « Une claquette sur les fesses en levette, c'est déjà du SM. Les femmes ont autant besoin de se faire tringler que de faire l'amour ! ». Réponse outrée d'un afro aviné : « Les femmes ont besoin de tendresse, il faut les respecter ! ». Spike 33, carrure de lanceur de poids et maître dominateur

Photo bondage présentée à l'exposition.

Interview de Pauline Valmage, soumise

Quel plaisir ressentez-vous lorsque vous êtes dominée ?

En fait, je me sens plus maso que soumise : le désir d'asservissement est moins grand que la quête de douleur. La perte de contrôle, l'état de transe : voilà à quoi j'aspire ! Dans les relations classiques, je ne me perdais pas.

Vous vous souvenez d'un moment particulièrement intense ?

Ma deuxième séance SM est l'un de mes plus beaux souvenirs. J'ai compris que la douleur pouvait faire jouir. Et quand j'ai vu les marques sur mon corps le lendemain, j'ai trouvé ça très fort. Mon compagnon m'avait frappé les épaules au martinet. J'étais toute bleue. La marque, c'est le souvenir. Je suis déçue lorsque je n'en ai pas.

Comment êtes-vous arrivée dans le milieu SM ?

Un déclic s'est produit à la lecture du livre *Eau forte*, un ouvrage SM écrit par Marie L. Plus tard, un dominateur a révélé mes passions

et c'est devenu mon compagnon. J'avais 22 ans. Mais ça me titillait depuis l'adolescence !

Vous êtes soumise à temps plein ou seulement pendant vos jeux ?

Je ne supporterai pas d'être dominée 24h/24. Il n'y a pas de lois qui régissent mes habitudes. Je pense qu'être soumis(e), c'est davantage un état qu'un mode de vie. Je me sens dominée au quotidien, mais ça ne signifie pas que je le suis en acte chaque minute de chaque journée.

Aimeriez-vous devenir dominatrice ?

Je serais incapable de dominer mon compagnon. Ça ne nous procurerait aucun plaisir. D'instinct, je lui suis sexuellement soumise. Avec d'autres : pourquoi pas ! Mais pas tout le temps. Je jouis avant tout d'être dominée.

ASI & EC

UN FOUET NOMMÉ DÉSIR

Au théâtre de la soumission Maîtresse Daphné est reine au royaume des chimères les plus déviantes. Du fétichiste au mâle qui se rêve « salope », elle crée un univers où s'incarnent les fantasmes les plus inavoués.



Elodie Cabrera

tempère, « il y a beaucoup plus de risques de séquelles physiques et psychiques dans une relation classique que dans un jeu BDSM contrôlé ». Dans l'assistance : pupilles écarquillées et paillements gênés. La tension est palpable.

DÉROUILLÉE

Les 12 coups de minuit sonnent et maîtresse Daphné entre en piste. Recouverte de latex, la dominatrice est suivie par deux créatures rampantes rivées à ses bottes de 18 centimètres. Ses soumis. L'homme a les fesses nues et une cagoule en cuir blanc. La jeune fille aux cheveux blonds est en jupe noire, à peine vêtue. Coups de cravache, pincées sur les tétons, cire chaude : rien ne leur est épargné. Dans la salle, les mâchoires se décrochent. La scène est surréaliste. Pendant 45 minutes, les spectateurs assistent à une séance éprouvante de SM. Cris de douleur et yeux révilés prennent aux tripes. Une image parmi d'autres : la soumise, seins nus, laisse traîner sa langue sur les talons de sa dominatrice. Un air extatique sur le visage.

Restent ces mots du roman en friche d'Alexandre Gambera : « Mon esclavage n'était qu'une royauté inversée, la chair maltraitée un corps glorieux, la femme réifiée une princesse estimée et chérie ».

Amen.G

*Bondage, domination, sado-maschisme

Zig-Zag café, 73 cours de l'Argonne



D.R.

Maîtresse d'école ou docteur sadique. Daphné aime « endosser le rôle » qui amènera son soumis jusqu'à la petite mort. Exécutrice d'un métier où la théâtralisation est l'essence d'une séance bien menée. A la baguette s'il vous plaît.

18h. La porte s'ouvre et se referme à double tour. On pénètre chez Maîtresse Daphné qui reçoit en combinaison latex, perchée sur des talons de 10cm. Le décor rappelle *Hostel*, film d'horreur qui dissèque le plaisir de torturer. Cabinet chirurgical, cage de séquestration, croix de Saint-André : le donjon de Daphné est l'antre des supplices. Des hommes y viennent se travestir, s'y faire promener en laisse ou recevoir la jouissive pénitence de la fessée pour 200 euros de l'heure. Ce qui les amène ? « Des pulsions ou traumatismes liés à l'enfance » selon la *domina*. Ils sont le plus souvent âgés, aisés et cultivés. Mariés pour la plupart. La dominatrice leur offre la possibilité d'assouvir leurs fantasmes sans risquer de dévoiler la part lubrique de leur personnalité. « S'ils sont en couple, je fais attention à ne pas trop laisser de traces. Je limite les coups » souligne-t-elle d'une voix douce et posée. Les jeux de Daphné mettent à rude épreuve les résistances charnelles : aiguilles sur tétons, cire ou pincées sur parties génitales et cravache au postérieur martyrisent le soumis. A chaque coup de fouet, le plaisir s'intensifie. « Il paraît qu'une seule fessée peut procurer un plaisir cérébral pendant trois jours ».

Des souffrances qu'elle s'inflige parfois. Onze ans de conservatoire, ancienne danseuse classique dont elle a gardé la souplesse et le galbe. Daphné sait les limites que le corps peut endurer : « ça m'aide dans mon travail ». Et lorsque les séances s'éternisent, elle avoue faire des pauses pour relâcher l'asservi. Un appel d'air pour repartir de plus belle.

DISCIPLINE ET CHÂTIMENTS

De son obscur métier, Daphné a une approche très professionnelle : « Je leur demande s'ils ont déjà été dominés et par qui. Quels sont les jeux qu'ils préfèrent et ceux qu'ils aimeraient pratiquer, leurs chimères ? ». Elle prône un consentement mutuel absolu. Pour se mettre dans la peau du personnage, un temps de préparation est nécessaire. « J'aime que le soumis soit sûr de lui.

• Par Elodie Cabrera & Adrian de San Isidoro •

C'est pourquoi je prends des hommes déjà dressés. Certains s'imaginent qu'une dominatrice est une prostituée. Si elle manipule les corps, elle ne fait jamais don du sien. Juridiquement, elle est au même rang qu'une strip-teaseuse. Légale donc.

Le strip-tease, Daphné l'a déjà pratiqué. Derrière la vitre du sex-shop Désir X, elle exposait son corps. Elle a trente ans à cette époque et se lasse vite de se dévêtir. Le déclic, elle l'aura avec un homme qui lui propose une séance SM privée à l'extérieur. Elle rencontre ensuite un dominateur fétichiste des pieds. Chaussée de ses pointes, il l'a fait poser devant l'appareil et pratique des jeux d'aiguilles sur ses seins. « Ce qui est amusant c'est que plus tard j'ai dominé cet homme à mon tour ».

Avec une amie, elle ouvre en 2007 une Love boutique et débute comme dominatrice dans la cave du magasin. Elle visionne des séances SM sur Internet, notamment de Maîtresse Françoise, une pointure du milieu. Elle apprend à manier le fouet et cultive sa clientèle. Un apprentissage qui la mènera jusqu'au donjon dont elle est la doyenne.

« ON N'EST PAS SADIQUE PAR NATURE »

Loin des punitions qu'elle inflige à ses soumis, cette femme élanée mène une vie des plus ordinaires : « Je ne fume pas, je ne bois pas. Je pourrais presque aller à l'Eglise ». Son compagnon connaît son activité, c'est son webmaster. Si le SM est son gagne-pain, dans l'intimité elle n'est ni soumise, ni dominatrice. « Encore moins échangiste ». De quoi contrecarrer les clichés les plus simplistes. Il faut pénétrer dans son donjon et poser les yeux sur ces cagoules de cuir zippées à la bouche, ces chaînes suspendues, ces camisolos de force et ses godes surdimensionnés pour se rappeler que Daphné exerce un métier hors-norme. « On n'est pas sadique par nature » précise-t-elle.

« J'aimerais que le donjon montre davantage le côté théâtral du SM, ses jeux de rôles. Que mes soumis soient entièrement vêtus de latex. Que leur nudité soit moins affichée » ajoute-t-elle. Prochain achat : un siège de restraint, sorte de trône où l'homme est sanglé de toute part. Des volontaires ? G

François and the Atlas Mountains, au sommet ?

Révélation de la pop hexagonale, François and the Atlas Mountains est le premier groupe français à avoir signé sur le prestigieux label Domino Records. Auréolé d'un succès critique, le groupe originaire de Saintes continue (quand même) de jouer dans des petites salles, comme l'Hérétic à Bordeaux.

En tournée, il est de bon ton de souligner que telle ville est particulière pour l'artiste. Manière de flatter le public, en rectifiant, chaque soir, le nom de la métropole dans le propos. « *Merci Bordeaux, vous êtes super* » et le lendemain, idem à Paris. Pour François and The Atlas Mountains, l'attachement à la capitale girondine n'est pas feint. La tête pensante du projet, François Marry, a résidé un temps à Bordeaux. Le claviériste, quand il n'est pas sur la route à enchaîner les concerts, habite aussi ici. Et c'est le label bordelais Talitres qui a édité le premier album de François et ses Montagnes de l'Atlas.

Depuis, le groupe a fait du chemin : leur second album *E Volo Love* a été applaudi par la critique. Sur-tout, le quintet a signé sur le prestigieux label Domino Records. Une première pour un groupe français.

« *C'est sûr : c'est une fierté de signer chez eux, confirme François Marry. Pourtant, je ne suis pas fan de leurs groupes les plus connus : Arctic Monkeys, Franz Ferdinand, ce genre. C'est plus facile d'être chez Domino : chez Talitres, on n'était que deux. Là, on est cinq à pouvoir vivre de la musique.* »

SUPPLÉMENT D'ÂME

Ça n'empêche pas le groupe de jouer dans des salles exigües. Comme l'Hérétic, à Bordeaux. Sur scène, peu habituée aux claviers et aux percussions, les instruments s'entassent sans qu'on sache s'il restera un peu d'espace pour les musiciens. « *On a l'habitude de jouer dans des petites salles, se rassure le chanteur. Il y a des endroits en France où peu de gens viennent nous voir — dans le Sud, par exemple. À Bordeaux, on connaît pas mal de monde et je pense que la salle sera vite remplie.* » Effectivement, il y a foule. Au premier rang, une brochette de mignonnes apprécie le supplément d'âme de

•Par Boris Jullien•

la version live sur l'ambiance feutrée du disque. François and the Atlas Mountains prennent une dimension énergétique qu'on ne leur connaissait pas. « *Sur les albums, ouais, je reste la tête-pensante. Je suis un peu le directeur artistique, précise François Marry. Pour les concerts, c'est un peu tout le monde qui participe aux arrangements. Moi, je veux juste passer un bon moment et ne rien imposer aux autres.* »

Pour introduire le titre *City Kiss*, il lance : « *Apparemment Bordeaux s'est un peu mis à ce qui est indé pop rock, alors on a un morceau un peu comme ça* ». Si la musique de François and the Atlas Mountains parvient à exister entre les quatre murs de l'Hérétic, elle ne peut s'enfermer dans une case, dans un genre. « *Je dirai que je fais de la pop moderne, explique l'artiste. Je crois que les auditeurs sont moins cantonnés à un style précis, maintenant. Quand j'étais jeune, j'écoutais du grunge et que ça.* » Entre sonorités world et pop indépendante, François and the Atlas Mountains cultivent les influences.

ALBERT CAMUS ET TALKING HEADS

Originaire de Saintes, le leader du groupe a voyagé : Mexique, Maroc. Mais pas que. Il a aussi vécu à Bristol, cité britannique jumelée à Bordeaux. Un parcours dont le chanteur revendique l'impact artistique : il chante en français et en anglais, deux langues qu'il commence à maîtriser, dit-il. Pour les textes en français, François Marry cite Albert Camus. Et pour la musique, les Talking Heads. Parce que le groupe culte américain savait « *allier le fond et la forme. Le leader, David Byrne, était un mec intelligent : il avait un côté explorateur du son que j'apprécie* ». Des clubs underground aux salles moins intimistes, il y a fort à penser que les Français aimeraient imiter la trajectoire du groupe new-yorkais. Dans la foulée de l'Hérétic, le groupe continue sa tournée sur les routes de France et de Navarre. Jusqu'à la saison des festivals, cet été, où François and the Atlas Mountains monteront sur des plus grosses scènes, plus adaptées à leur nouveau statut d'espoir de la pop hexagonale. 9

De la pop hédoniste à la recherche du bien-être.